



Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 11 décembre 2018	WFP/EB.1/2019/6-A/6/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays—Malawi (2019-2023)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	619 800 513 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Malgré des tendances positives à long terme, le Malawi continue de se heurter à des problèmes de développement qui limitent les moyens dont il dispose pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces problèmes sont divers: besoin persistant d'une assistance alimentaire pendant la saison de soudure, un phénomène souvent aggravé par des crises liées au climat, la dégradation de l'environnement et la dépendance excessive à l'égard de l'agriculture pluviale; résultats économiques insatisfaisants; hauts niveaux d'extrême pauvreté; inégalités de genre endémiques; et présence prolongée de réfugiés. Ils sont largement reconnus et bien décrits dans de nombreuses politiques fruits d'un consensus national réunissant les partenaires gouvernementaux et les partenaires de développement, qui appelle à rompre le cycle de la faim en suivant une approche à moyen et long terme en faveur de la résilience, conformément à la troisième stratégie de croissance et de développement du Malawi (2017-2022).

Les faibles capacités de mise en œuvre des secteurs public et privé brident toutefois les aspirations de principe et les progrès du Malawi au regard des objectifs de développement durable. D'après les premières conclusions issues de l'examen stratégique indépendant Faim zéro et malnutrition du Malawi mené sous la direction du Gouvernement par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et appuyé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies pour le Malawi et le PAM, plusieurs

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

M. B. Thiry
Directeur de pays
courriel: benoit.thiry@wfp.org

priorités doivent absolument être respectées pour concrétiser l'objectif de développement durable 2¹:

- maintenir les tendances positives observées en matière de nutrition ces dernières années;
- améliorer la coordination institutionnelle dans la perspective de la réalisation de l'objectif de développement durable 2;
- voir au-delà de l'agriculture pour la sécurité alimentaire;
- passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture excédentaire;
- promouvoir une protection sociale tenant compte de la nutrition et réactive face aux chocs;
- apporter des changements structurels à l'économie; et
- réduire l'écart entre hommes et femmes.

De par le rôle clé qu'il a joué dans l'obtention d'un consensus concernant la résilience, le PAM est bien placé pour aider le Malawi à faire avancer ces priorités essentielles et contribuer à la mise en œuvre des politiques, en tirant parti de son avantage comparatif vis-à-vis des partenaires gouvernementaux et autres autour du lien entre l'action humanitaire et le développement. Le Gouvernement et ses partenaires reconnaissent les très bons résultats que le PAM a obtenus dans le cadre des programmes à dimension nutritionnelle², en introduisant des innovations qui relient l'assistance humanitaire, la résilience et la protection sociale et en mettant en œuvre et en transposant à plus grande échelle une enveloppe intégrée de renforcement de la résilience aux côtés du Gouvernement et des partenaires³.

Le PAM estime qu'entre aujourd'hui et 2030, cette démarche pourra être transposée à plus grande échelle en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires afin de trouver une issue permettant aux populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et aux personnes très pauvres d'échapper au piège de la pauvreté. En conséquence, le présent plan stratégique de pays est une stratégie sur cinq ans qui a pour but d'aider le Malawi à coordonner plus efficacement les initiatives nationales menées pour s'attaquer au problème de la faim, améliorer la nutrition et réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition – en particulier celle liée au sexe et à l'âge –, et à renforcer la résilience face aux crises récurrentes. Conformément au Plan stratégique du PAM, le plan stratégique de pays contribue à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 et aux résultats stratégiques 1, 2, 3 et 5 du PAM à travers cinq effets directs stratégiques pleinement intégrés qui visent à améliorer durablement la résilience des populations touchées grâce à l'appui apporté aux initiatives nationales destinées à venir à bout de la faim.

¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. *Initial findings, Malawi Zero Hunger and Malnutrition Strategic Review*. (Document à l'état de projet, non encore disponible en ligne.)

² Ainsi, le projet de prévention du retard de croissance mené par la Children's Investment Fund Foundation dans le district central de Ntchisi a abouti à une réduction de 10 pour cent de la prévalence du retard de croissance parmi les enfants de moins de 5 ans et permis d'améliorer la santé et les conditions d'hygiène dans leurs communautés en l'espace de trois ans.

³ Cette démarche combine l'approche à trois niveaux visant à gagner l'adhésion des communautés, l'approche axée sur l'aménagement des bassins versants pour accroître les rendements, des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, l'initiative en faveur de la résilience des communautés rurales, les dispositifs villageois d'épargne et de crédit, ainsi que des activités d'assurance pour la création d'actifs et l'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants. Toutes ces actions sont complétées par des partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui travaillent à l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et mènent des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

L'effet direct stratégique 1 porte sur l'intervention face à une crise et les réfugiés, et est étroitement lié aux activités de renforcement de la résilience menées au titre des quatre autres effets directs stratégiques: production de données factuelles et transposition à plus grande échelle d'une protection sociale réactive face aux chocs (effet direct stratégique 2); programmes à dimension nutritionnelle s'attaquant à la malnutrition (effet direct stratégique 3); approche axée sur la mise en place de systèmes alimentaires durables à l'appui des petits exploitants, surtout des femmes (effet direct stratégique 4); et activités en faveur des chaînes d'approvisionnement et de la prestation de services, destinées à renforcer les capacités dont les secteurs public et privé disposent pour faire face aux situations d'urgence (effet direct stratégique 5, lié à l'objectif de développement durable 17). Le plan stratégique de pays vise également à faire en sorte que les questions suivantes soient prises en compte de manière systématique: protection et responsabilité à l'égard des populations touchées; VIH/sida; garanties environnementales et sociales; et égalité des genres et autonomisation des femmes, ces deux derniers objectifs étant poursuivis en allant au-delà des actions "classiques" et en tirant parti d'approches contribuant à transformer les relations entre les sexes⁴.

Cette approche fédératrice se retrouve dans les effets directs stratégiques 1 et 2, qui forment ensemble un filet de sécurité contre la faim intégré et réactif face aux chocs. Le PAM collaborera avec le Gouvernement afin de renforcer la capacité de celui-ci de faire face à l'insécurité alimentaire aiguë et structurelle, en introduisant des activités de création d'actifs productifs le cas échéant. En augmentant les ressources que possèdent les petits exploitants pour se redresser, tout d'abord au moyen d'actifs productifs complémentaires dans le cadre des interventions face aux crises, puis au moyen de la création d'actifs et de l'amélioration de l'accès à l'assurance, à l'épargne, aux services climatologiques et aux marchés, le PAM jettera les bases de son passage progressif de la mise en œuvre directe à la fourniture d'une assistance technique et à l'appui au renforcement des capacités.

Le plan stratégique de pays a été élaboré dans le sillage de l'intervention d'urgence menée pour faire face à la situation d'insécurité alimentaire de 2016-2017 provoquée par le phénomène El Niño. Il tient compte des enseignements tirés de l'expérience, des évaluations, des priorités énoncées dans les politiques nationales, de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition et des nombreuses consultations organisées avec le Gouvernement, les partenaires de développement, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs clés. En écho à l'engagement du Gouvernement consistant à prendre en main les solutions au problème de la faim, ce plan représente un changement d'approche qui amènera le PAM à abandonner progressivement la mise en œuvre directe au profit du renforcement des capacités. Le PAM aidera le Gouvernement à appliquer les politiques nationales en collaboration avec des partenaires de développement et le secteur privé, tout en maintenant ses capacités d'intervention en cas de crises humanitaires.

Le bureau de pays dispose d'équipes expérimentées capables de mener les activités nécessaires pour obtenir les effets directs stratégiques escomptés. Le PAM reconnaît également le rôle à part entière de ses partenaires dans l'augmentation de ses capacités. Le Malawi bénéficie de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, et le Gouvernement jouit du soutien d'une équipe de pays des Nations Unies cohérente. Le PAM renforcera les partenariats noués avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les autres organismes ayant leur siège à Rome. À la lumière du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Malawi, qui couvre la période 2019-2023, et du plan stratégique de pays élaboré à partir de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition, le PAM est bien placé pour contribuer au débat national sur la vision stratégique à long terme à l'horizon 2050 du Malawi, appelée à succéder à la *Vision 2020*.

⁴ Des données pertinentes ventilées par sexe et par âge sont fournies chaque fois que cela est possible.

Comme il est noté dans l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition, le bien-être du Malawi à long terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est mis à mal par la prépondérance persistante de l'agriculture de subsistance, compte tenu notamment de l'accroissement de la population et des ressources foncières limitées. Des stratégies doivent être mises en place pour attirer les investissements dans des systèmes alimentaires résilients. Au titre de l'effet direct stratégique 5, le PAM contribuera à la réalisation de l'objectif de développement durable 17, travaillant aux côtés de partenaires pour faciliter le resserrement des liens avec le secteur privé le long de la chaîne de valeur, en menant des activités qui permettront de manière équitable aux petits exploitants à vocation commerciale d'accroître leur production, d'accéder aux marchés et de stimuler la croissance économique.

En 2007, le Malawi était un exportateur net de maïs et vendait plus de maïs au PAM que tout autre pays d'Afrique australe⁵. En 2019, il ne restera plus que onze ans au pays pour tenir ses engagements relatifs aux objectifs de développement durable. Le présent plan stratégique de pays définit la voie à suivre pour éliminer la faim en appliquant des stratégies et des programmes en faveur de la résilience réactifs face aux chocs, qui seront progressivement pris en main par le Gouvernement. Ces approches seront transposées à plus grande échelle au cours de la période couverte par le prochain plan stratégique de pays, allant de 2024 à 2028, et visent à mettre durablement le Malawi sur la voie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à laisser le PAM se concentrer, d'ici à 2030, sur la fourniture d'une assistance technique dans le cadre de programmes nationaux dotés de ressources suffisantes et bien coordonnés.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Malawi (2019-2023) (WFP/EB.1/2019/6-A/6), pour un coût total pour le PAM de 619 800 513 dollars É.-U.

⁵ New York Times. 2 décembre 2007. Disponible à l'adresse <https://www.nytimes.com/2007/12/02/world/africa/02malawi.html>.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Malawi, qui compte 18 millions d'habitants, entre dans la catégorie des pays à faible revenu et les moins avancés, et se classait au 170^{ème} rang sur 188 pays selon l'indicateur de développement humain de 2017. Le pays affiche des taux élevés de vulnérabilité, et connaît des disparités importantes entre les sexes, entre zones urbaines et rurales et selon les régions, les régions du sud étant les plus en retard.
2. Plus de 80 pour cent de la population est tributaire de la petite agriculture pluviale pour assurer sa sécurité alimentaire, nutritionnelle et financière. Trente-sept pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique; jusqu'à 60 pour cent des ménages déclarent souffrir d'insécurité alimentaire sous une forme ou sous une autre tous les ans⁶, et l'assistance alimentaire s'avère régulièrement nécessaire pendant la période de soudure.
3. L'économie s'est redressée depuis les inondations dévastatrices de 2015 et la sécheresse de 2016 due au phénomène El Niño; cependant, la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB), soit 5,6 pour cent, ne permet pas de financer l'augmentation des capacités dont le Gouvernement a besoin afin d'assurer les services et les interventions nécessaires pour faire face aux crises récurrentes et saisonnières.
4. La pauvreté est plus forte chez les ménages dirigés par une femme⁷. La plupart des petits exploitants sont des femmes, et les inégalités de genre ont des répercussions sur tous les aspects du développement social, économique et environnemental⁸. Les taux de mariage des filles sont élevés, et les femmes n'ont pas juridiquement accès à la terre et n'ont pas non plus accès à l'éducation, aux soins de santé ou encore aux services financiers, pas plus qu'à la justice ou à des systèmes de protection lorsqu'elles sont victimes de violences sexuelles ou d'autres types de violence⁹. Les personnes vivant avec un handicap pâtissent d'une plus grande incidence de tous les indicateurs de pauvreté et doivent faire face à des difficultés accrues associées à la problématique femmes-hommes et en matière de santé publique par rapport aux personnes valides¹⁰.
5. La capacité du Gouvernement de mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est fragilisée par tous ces facteurs ainsi que par d'autres problèmes structurels persistants: accélération de la déforestation et de la dégradation des terres liées à l'accroissement rapide de la population (2,9 pour cent par an); fortes pertes après récolte; manque de diversification agricole; développement insuffisant de l'irrigation; sous-développement des marchés et instabilité des prix sur les

⁶ Office national de la statistique du Malawi et ICF. 2017. *Malawi Demographic and Health Survey 2015/16*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR319/FR319.pdf>. Cité dans l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition du Malawi.

⁷ Gouvernement malawien. 2017. *Malawi Growth and Development Strategy (MGDS) III: Building a Productive, Competitive and Resilient Nation*. Disponible à l'adresse: <https://cepa.rmpportal.net/Library/government-publications/the-malawi-growth-and-development-strategy-mgds-iii/view>.

⁸ Les inégalités économiques sont mises en évidence, par exemple par le coefficient de Gini du Malawi, qui s'élève à 43,9. Voir <http://hdr.undp.org/en/content/income-gini-coefficient>.

⁹ Gouvernement malawien. 2014. *National Plan of Action to Combat Gender-Based Violence in Malawi 2014-2020*. Disponible à l'adresse: <http://www.togetherforgirls.org/wp-content/uploads/2017/10/National-Plan-of-Action-to-Combat-Gender-Based-Violence-in-Malawi-2014-2020.pdf>.

¹⁰ M. J. Tembo. "Problems Facing Disabled People in Malawi: a Critical Reflection on My Encounter with a Disabled Woman in a Rural Area in Malawi", *Journal of Comparative Social Work*, vol. 9, n° 1 (2014). Disponible à l'adresse: <http://journal.uia.no/index.php/JCSW/article/view/276>.

marchés; faible production d'énergie; fluctuation du taux d'inflation; corruption; et environnement peu propice aux entreprises¹¹.

6. Le Malawi accueille des réfugiés et des demandeurs d'asile, venant pour la plupart de la République démocratique du Congo, du Burundi, du Rwanda et, depuis quelques années, du Mozambique. C'est un pays d'accueil depuis plus de 20 ans et, d'après les prévisions du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les réfugiés seront entre 30 000 et 40 000 d'ici à décembre 2019.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

7. En dépit des progrès importants qui ont été accomplis, le Malawi n'a pas atteint les cibles fixées au titre des objectifs du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la faim. En 2015, le pays s'est engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Selon les premières conclusions issues de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition et d'autres analyses¹², la situation du pays au regard des cibles de l'ODD 2 est la suivante:

- *Faire en sorte que chacun ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante.* L'accès à la nourriture est réparti de manière inégale. La population dépend essentiellement d'une production de subsistance, et l'accès à la nourriture est limité par de multiples facteurs: pauvreté; inégalités de genre; sous-développement des marchés; sécheresses et inondations récurrentes; périodes sèches prolongées; manque de diversification des cultures; irrigation et diversification économique insuffisantes; accroissement rapide de la population; dégradation de l'environnement; et maladies. Le Gouvernement et les partenaires ont fait face aux besoins alimentaires saisonniers, venant en aide à 1,73 million de personnes en moyenne par an ces neuf dernières années¹³.
- *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* Pour atteindre la cible 2 de l'ODD 2, il est indispensable de préserver les progrès accomplis en matière de réduction du retard de croissance – dont la prévalence a reculé, passant de 47 pour cent en 2010 à 37 pour cent en 2017¹⁴. À moyen terme (d'ici à 2022), le Gouvernement entend abaisser le taux de retard de croissance à 31 pour cent, ce qui nécessitera d'éliminer les grandes différences de prévalence de cette forme de malnutrition entre les districts. La prévalence de la malnutrition aiguë, mesurée sur la base de la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, demeure relativement basse (2,7 pour cent). Les indicateurs relatifs aux carences en micronutriments sont toutefois très préoccupants: l'anémie touche 63 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 33 pour cent des femmes. La prévalence du VIH/sida est élevée

¹¹ Le Malawi se classait au 110^{ème} rang sur 190 pays selon l'indice de la facilité de faire des affaires publié dans le rapport Doing Business de 2018 de la Banque mondiale. Voir <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/malawi>.

¹² On citera ici: une analyse des causes profondes réalisée en 2017 par le bureau des Nations Unies au Malawi; une analyse des marchés menée en 2017-2018 par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Malawi; l'enquête sanitaire intégrée du Malawi; et l'enquête démographique et sanitaire du Malawi de 2015-2016. Voir <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR319/FR319.pdf>.

¹³ Gouvernement malawien. 2017. *Lean Season Food Insecurity Response Plan 2017/18*.

¹⁴ Office national de la statistique du Malawi et ICF. 2017. *Malawi Demographic and Health Survey 2015/16*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR319/FR319.pdf>. La réduction du retard de croissance a été plus marquée chez les garçons que chez les filles (23,7 pour cent contre 18,2 pour cent). Cette réduction a permis de faire passer la prévalence de 51,1 pour cent à 39 pour cent chez les garçons, et de 43,3 pour cent à 35,4 pour cent chez les filles.

(8,8 pour cent) en 2018¹⁵, comme en témoigne le nombre de patients sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition aiguë.

- *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires.* Les petits exploitants assurent 70 pour cent de la production agricole, qui est presque entièrement pluviale et généralement cultivée sur de petits lopins présentant de faibles rendements. Les femmes effectuent 65 pour cent des tâches agricoles au niveau des ménages¹⁶, et jouent un rôle clé pour assurer la nutrition dans les familles et la sécurité alimentaire à l'échelle nationale. Cela étant, les inégalités de genre liées à l'accès aux ressources productives et financières et à leur utilisation entravent la productivité agricole et la sécurité alimentaire des ménages¹⁷. On estime que l'écart de productivité des terres entre hommes et femmes est de 25 pour cent¹⁸, et qu'il est indispensable d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'agriculture pour faire avancer la réalisation de l'ODD 2¹⁹.
- *Mettre en place des systèmes alimentaires durables.* La vulnérabilité du Malawi face aux dérèglements climatiques, conjuguée à la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, à la dégradation des ressources naturelles, à l'inadéquation de l'entreposage en milieu rural et à la faible participation des petits exploitants aux marchés structurés, entraîne des défis pour la production saisonnière, des rendements agricoles aléatoires et un bas niveau de productivité et de revenu pour les ménages. Les défauts d'efficacité observés dans les chaînes de valeur alimentaires et les chaînes d'approvisionnement (qui se soldent par d'importantes pertes après récolte), la méconnaissance des pratiques agricoles intelligentes face au climat et les obstacles à un accès et à une participation équitables des femmes sont autant de facteurs qui contribuent au haut niveau de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire. Le système d'alerte rapide du Malawi n'est pas entièrement intégré dans la gestion des risques de catastrophe, ce qui accentue les risques pour le système alimentaire.
- *Environnement macroéconomique.* L'économie du Malawi est dominée par l'agriculture, qui "représente environ un tiers du PIB et constitue la source de subsistance de deux tiers de la population", d'après le Fonds monétaire international (FMI)²⁰. L'instabilité macroéconomique, alimentée principalement par les dérapages budgétaires, est un problème persistant qui compromet la croissance et les investissements. La forte inflation touche les pauvres de manière disproportionnée, car elle réduit leur pouvoir d'achat et fragilise par conséquent leur sécurité alimentaire. L'économie dépend de l'aide économique substantielle fournie par le FMI, la Banque mondiale et les donateurs. Le soutien budgétaire direct assuré par les donateurs a été suspendu entre 2013 et 2016 en raison d'inquiétudes quant à la transparence financière; ce soutien a été rétabli depuis.

¹⁵ La prévalence du VIH est également plus forte chez les femmes (10,8 pour cent) que chez les hommes (6,4 pour cent), et elle est plus élevée dans les zones urbaines (14,6 pour cent) que dans les zones rurales (7,4 pour cent). À l'échelle mondiale, la prévalence s'élevait à 0,8 pour cent en 2016. Voir <http://aidsinfo.unaids.org/>.

¹⁶ Groupe de la Banque mondiale. 2015. *How Much of the Labor in African Agriculture Is provided by women?* Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/979671468189858347/How-much-of-the-labor-in-African-agriculture-is-provided-by-women>.

¹⁷ Bureau des Nations Unies au Malawi. 2017. *Root Cause Analysis*. Non disponible en ligne.

¹⁸ Kilic et autres. 2015. "Gender and agriculture in sub-Saharan Africa: introduction to the special issue", *Agricultural Economics: The Journal of the International Association of Agricultural Economists*. Disponible à l'adresse: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/agec.12165>.

¹⁹ Malawi National Gender Policy 2015.

²⁰ Malawi: Economic Development Document, juillet 2017.

Principaux liens intersectoriels

8. Le PAM a intégré les ODD 2 et 17 parmi ses buts stratégiques. À partir des conclusions issues de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition, il est considéré dans le présent PSP que les ODD 1, 3, 4, 5, 6 et 7 comportent des dimensions qui peuvent contribuer à l'élimination de la faim et à l'instauration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Malawi:
- *Éliminer la pauvreté (ODD 1)*. Depuis l'avènement du multipartisme et de la démocratie en 1994, les initiatives de développement menées au Malawi n'ont pas permis de réduire la pauvreté de manière significative. En 2010, 71 pour cent de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté, tandis qu'entre 2004 et 2010, l'extrême pauvreté a augmenté dans les zones rurales, passant de 24 pour cent à 28 pour cent²¹.
 - *Bonne santé et bien-être (ODD 3)*. Les régions du sud et du centre supportent la charge de morbidité la plus élevée. Le taux de mortalité maternelle est de 439 décès pour 100 000 naissances vivantes, l'un des plus élevés au monde. L'accès aux services de santé dans les domaines de la sexualité et de la procréation est limité.
 - *Éducation de qualité (ODD 4)*. Les niveaux d'instruction augmentent dans le cadre de l'école primaire gratuite mise en place par le Gouvernement. Malgré les progrès accomplis dans les domaines de l'enseignement primaire et de la parité des sexes, toutefois, le secteur se heurte à des problèmes de qualité. Le taux net de scolarisation s'élève à 88 pour cent environ²². Le taux d'achèvement du cycle primaire s'établit à 51 pour cent, et seulement 16 pour cent des enfants accèdent au cycle secondaire²³.
 - *Égalité des sexes (ODD 5)*. Le Malawi se classe au 170^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre²⁴. Les 30 pour cent des ménages dirigés par une femme sont plus pauvres, en moyenne, que les ménages dirigés par un homme, et doivent faire face à des conditions défavorables au sein des entreprises agricoles et non agricoles. Quarante et un pour cent des femmes du pays déclarent avoir été victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles à un moment ou un autre de leur vie²⁵.
 - *Eau propre et assainissement (ODD 6)*. Les problèmes d'accès aux services d'eau et d'assainissement – en particulier dans les zones rurales –, le manque d'hygiène et l'urbanisation rapide sans infrastructures ni services adaptés sont autant de facteurs qui contribuent à la vulnérabilité. Jusqu'à 15 pour cent des ménages ruraux utilisent des sources non améliorées d'eau potable, contre à peine 2 pour cent des ménages urbains²⁶.

²¹ FMI. 2017. *Malawi Economic Development Document, IMF Country Report n° 17/184*. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2017/cr17184.ashx>.

²² Office national de la statistique du Malawi. 2014. *MDG Endline Survey 2014*. Disponible à l'adresse: www.nsomalawi.mw/images/stories/data_on_line/demography/MDG%20Endline/MES%202014%20Report.pdf.

²³ Office national de la statistique du Malawi. 2017. *Integrated Household Survey, 2016-2017: Household Socio-Economic Characteristics Report*, p. 32 et suivantes. Disponible à l'adresse: www.nsomalawi.mw/images/stories/data_on_line/economics/ihs/IHS4/IHS4%20REPORT.pdf.

²⁴ Programme des Nations Unies pour le développement. *Human Development Reports: Table 5: Gender Inequality Index*. Voir: <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

²⁵ Office national de la statistique du Malawi et ICF. 2017. *Malawi Demographic and Health Survey 2015/16*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR319/FR319.pdf>.

²⁶ *Ibid.*

- *Énergie propre à un coût abordable (ODD 7)*. L'examen stratégique Faim zéro et malnutrition recommande de développer l'électrification des zones rurales dans les centres marchands locaux afin de faciliter la transformation des produits agricoles, de stimuler l'emploi local, d'accroître la demande locale de denrées agricoles et d'augmenter les revenus non agricoles des ménages ruraux pauvres qui ne parviennent pas à vivre de l'agriculture.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

9. L'examen stratégique Faim zéro et malnutrition a mis en évidence des problèmes s'articulant autour de six thèmes stratégiques pour lesquels une action coordonnée s'impose pour venir à bout de la faim dans le pays:

- *Maintenir les tendances positives observées en matière de nutrition*: le Malawi a réduit la prévalence du retard de croissance, qui est passée de 55 pour cent en 1995 à 37 pour cent en 2016, ainsi que la prévalence de l'émaciation, qui est passée de 6 pour cent en 2014 à 1,3 pour cent en 2018. Les carences en vitamine A ont aussi nettement reculé, passant de 59 pour cent en 2001 à 3,6 pour cent en 2016²⁷. Il est nécessaire de porter une attention accrue aux carences en micronutriments et à l'obésité qui fait son apparition.
- *Renforcer la coordination institutionnelle pour la réalisation de l'ODD 2*: la coordination des initiatives menées pour réaliser l'ODD 2 est insuffisante, même si, dans la nouvelle politique nationale multisectorielle en matière de nutrition pour 2018-2022, il est mentionné qu'une action multisectorielle coordonnée est nécessaire. Le Département de la nutrition et du VIH/sida dirige le module de la nutrition, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); le Ministère de l'agriculture et le Département chargé de la gestion des catastrophes sont responsables de la sécurité alimentaire.
- *Voir au-delà de l'agriculture pour la sécurité alimentaire*: la réalisation de l'ODD 2 exige des politiques qui voient au-delà de l'agriculture. Elle nécessite que les agriculteurs soient plus productifs et intégrés à des marchés fonctionnant efficacement, et qu'un certain nombre de travailleurs passent d'emplois agricoles à des emplois non agricoles. Les agro-industries et les marchés alimentaires nationaux ont besoin d'investissements pour participer aux marchés d'exportation.
- *Passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture excédentaire*: il est urgent de sortir les agriculteurs de l'agriculture de subsistance afin de soutenir la diversification économique nécessaire pour venir à bout de la faim. Il est crucial pour la transformation rurale et nationale de renforcer l'autonomie des petits exploitants à vocation commerciale et de leur fournir des incitations, de créer davantage de coopératives, de développer les marchés et de favoriser la croissance des agro-industries.
- *Promouvoir une protection sociale tenant compte de la nutrition et réactive face aux chocs*: l'un des défis à long terme consiste à élaborer des mécanismes qui offrent une protection sociale aux ménages non productifs et aux ménages dont la productivité est menacée par les fluctuations économiques et les crises récurrentes. Ces systèmes doivent faire écho au rôle central de l'alimentation et de la nutrition dans le renforcement de la résilience des ménages vulnérables, même en temps de crise.

²⁷ Voir: <http://www.mw.one.un.org/malawi-launches-multi-sectoral-nutrition-policy-and-strategy/>.

- *Transformation structurelle de l'économie*: il est nécessaire d'investir dans des systèmes alimentaires résilients, les infrastructures et les énergies renouvelables, dans des systèmes de transport et d'information, ainsi que dans le développement urbain et le soutien apporté aux petits exploitants à vocation commerciale pour développer la production et stimuler la croissance économique.
10. Dans l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition, il est noté que "la structure sexuée des communautés et des ménages au Malawi est un déterminant fondamental des résultats obtenus en matière de nutrition pour les jeunes enfants et leur mère". On estime que les gains économiques découlant de l'autonomisation des petites exploitantes augmenteraient le PIB de 1,85 pour cent par an, et permettraient de réduire la pauvreté et d'améliorer les effets directs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition²⁸.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

11. Le Malawi dispose d'un solide cadre institutionnel et décisionnel régissant l'agriculture ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La réponse du Gouvernement aux ODD est énoncée dans la troisième stratégie de croissance et de développement du Malawi (2017-2022)²⁹, qui prévoit d'améliorer la productivité, d'augmenter la compétitivité nationale, de renforcer la résilience face aux crises et aux aléas et de faire avancer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Le nouveau plan national d'investissement agricole (2018-2022) reconnaît que la croissance agricole nécessite des investissements privés, et la stratégie nationale de résilience (2018-2030) vise à faire du Malawi un pays "où les habitants sont résilients face aux chocs économiques et environnementaux qui ont des répercussions sur leur vie et sur leurs moyens d'existence". La politique nationale multisectorielle en matière de nutrition (2018-2022)³⁰ appuie les actions à grande échelle spécifiquement axées sur la nutrition et prenant en compte la dimension nutritionnelle qui ont un fort impact et sont fondées sur des données factuelles. Le deuxième volet du programme national d'aide sociale du Malawi³¹, qui couvre la période 2018-2023, vise à trouver des issues permettant aux personnes les plus vulnérables de sortir de la pauvreté. Le Gouvernement s'appuie sur les nombreuses consultations menées à l'occasion de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition pour élaborer sa nouvelle stratégie à long terme appelée à succéder à la Vision 2020 actuelle.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

12. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2019-2023 concorde avec le cadre d'action du Gouvernement. Les organismes des Nations Unies agiront conjointement au regard des trois piliers du PNUAD: paix, inclusion et institutions efficaces; gestion de la population et développement humain inclusif; et croissance inclusive et résiliente. Le PAM a contribué à l'élaboration du PNUAD et codirigé et assuré la rédaction du troisième pilier.

²⁸Banque mondiale et autres. 2015. *The Cost of The Gender Gap in Agricultural Productivity in Malawi, Tanzania, and Uganda*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/847131467987832287/pdf/100234-WP-PUBLIC-Box393225B-The-Cost-of-the-Gender-Gap-in-Agricultural-Productivity-in-Malawi-Tanzania-and-Uganda.pdf>.

²⁹ Gouvernement malawien. 2017. *Malawi Growth and Development Strategy (MGDS) III: Building a Productive, Competitive and Resilient Nation*. Disponible à l'adresse: <https://cepa.rmportal.net/Library/government-publications/the-malawi-growth-and-development-strategy-mgds-iii/view>.

³⁰ Voir www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/Malawi-National-Multi-Sector-Nutrition-Policy-2018-2022.pdf.

³¹ Voir <https://www.ungm.org/UNUser/Documents/DownloadPublicDocument?docId=698807>.

13. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement sont des partenaires du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et dans le cadre des interventions en faveur des moyens d'existence. La Banque mondiale appuie l'élaboration de la politique agricole visant à promouvoir l'accès des petits exploitants aux marchés. L'Organisation internationale pour les migrations, le HCR, le PAM et d'autres viennent en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.
14. Les entreprises travaillent sur les questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Malawi à travers le Réseau SUN (Renforcer la nutrition) du secteur privé, organisé à l'échelle mondiale par l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et le PAM.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

15. Le PSP s'appuie sur les enseignements tirés des études suivantes: évaluation à mi-parcours du programme de pays 200287 (2014); évaluation des activités d'alimentation scolaire (2015); évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement Malawi 200692 (2016); analyse du retour d'expérience de l'initiative Achats au service du progrès (2018); analyse du retour d'expérience de l'intervention humanitaire face à l'insécurité alimentaire de 2016-2017 (2017); et rapport de réflexion établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires portant sur le programme d'intervention face à l'insécurité alimentaire de 2016-2017 (2018). On peut résumer les conclusions issues de ces rapports sous la forme de quatre grandes recommandations:
 - renforcer les capacités du Gouvernement;
 - améliorer l'élaboration de programmes fondée sur des données factuelles;
 - intensifier le suivi; et
 - encourager les synergies entre les programmes.
16. Le bureau régional a demandé un rapport de synthèse³² qui rassemble les données factuelles tirées de 22 évaluations d'opérations menées au Malawi entre 2011 et 2018. Ce rapport expose les enseignements tirés de l'expérience d'un point de vue stratégique et en matière de programmation:
 - Les enseignements tirés d'un point de vue stratégique sont liés aux rôles que le PAM joue en parallèle comme catalyseur et comme agent d'exécution, et font ressortir que le PAM devrait s'attacher à transférer les activités de repas scolaires et de nutrition au Gouvernement, adopter une approche de partenariat plus ouverte et prêter une attention accrue au renforcement des capacités.
 - Les enseignements liés aux programmes portent notamment sur l'idée qu'il est nécessaire d'adopter des programmes plus intégrés afin de relier les interventions en faveur du redressement, du renforcement de la résilience et de la nutrition et d'utiliser les partenariats pour transposer à plus grande échelle les programmes d'amélioration de la résilience et de protection sociale. Les évaluateurs se félicitent de la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes dans les interventions du PAM, notamment du suivi des indicateurs relatifs à l'égalité des genres.

³² KonTerra Group. 2018. *Summary of evaluation evidence: Malawi 2011-2018*.

17. Le PAM continue de développer les compétences et les systèmes afin d'améliorer le ciblage programmatique et géographique en mettant à profit les enseignements tirés de la participation de longue date des communautés et de ses nombreuses années de présence sur le terrain, y compris par l'intermédiaire des mécanismes renforcés de réclamation et de remontée d'informations. À cela s'ajoutent les liens établis avec le registre unique des bénéficiaires ainsi que la mise en concordance avec le système national d'enregistrement et d'identification.

2.2 Potentialités pour le PAM

18. L'engagement du Gouvernement en matière de lutte contre la faim et la prise en main par le pays des solutions au problème de la faim constituent une réelle opportunité pour le PAM. Le Gouvernement axe son action sur la résilience, les programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, la malnutrition et les systèmes alimentaires équitables et durables, priorités qui se retrouvent toutes dans la stratégie du PAM. Le PSP s'appuie également sur les importantes contributions du Gouvernement aux opérations du PAM au cours des précédentes interventions d'assistance alimentaire saisonnières, comme la récente intervention lancée pour faire face à la sécheresse due au phénomène El Niño, à laquelle le Gouvernement a contribué à hauteur de plus de 100 millions de dollars.
19. Fort de la réussite de son "approche à trois niveaux"³³, le PAM aidera le Gouvernement à développer le système de protection sociale réactif face aux chocs, en appliquant de nouveaux modèles dans le cadre du renforcement des programmes en faveur de la résilience pour faire la preuve des effets obtenus.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Pour exploiter ces potentialités, le PAM opérera deux grands changements stratégiques consistant à recentrer son action sur la réalisation de l'ODD 2 au Malawi: le premier portera sur la culture interne, et le second sur les résultats externes.
21. Dans ses efforts visant à favoriser une culture de l'innovation, le PAM entreprendra tout d'abord une réflexion sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de partenariats stratégiques noués avec des établissements universitaires et des instituts de recherche afin de mener des essais, des évaluations, des études, des activités de suivi et des travaux de recherche pour produire des données factuelles et faire la preuve des effets obtenus³⁴. Le PAM s'attachera à intégrer les programmes et à renforcer les systèmes, à rationaliser la coordination, à développer les partenariats et à tirer parti du savoir-faire de l'ensemble de son équipe en matière de renforcement des capacités nationales.
22. Deuxièmement, dans sa volonté de faciliter la mise en place de systèmes alimentaires durables pris en main par le pays, le PAM prend note des conditions préalables à long terme à réunir pour réaliser l'ODD 2, qui sont issues de l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition. Tout en appuyant les solutions à dimension nutritionnelle, le PAM évaluera les effets à long terme sur la transformation des relations entre les sexes et la transformation structurelle de l'économie. Le PAM s'attachera à abandonner progressivement sa fonction d'agent d'exécution pour devenir une source d'assistance technique et de renforcement des capacités, tout en maintenant des liens étroits avec les initiatives menées par le Gouvernement et les partenaires.

³³ L'approche à trois niveaux a été élaborée par le PAM en concertation avec des gouvernements et des partenaires pour améliorer la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes axés sur le renforcement de la résilience, sur les filets de sécurité ainsi que sur la réduction des risques de catastrophe et la préparation en prévision des catastrophes.

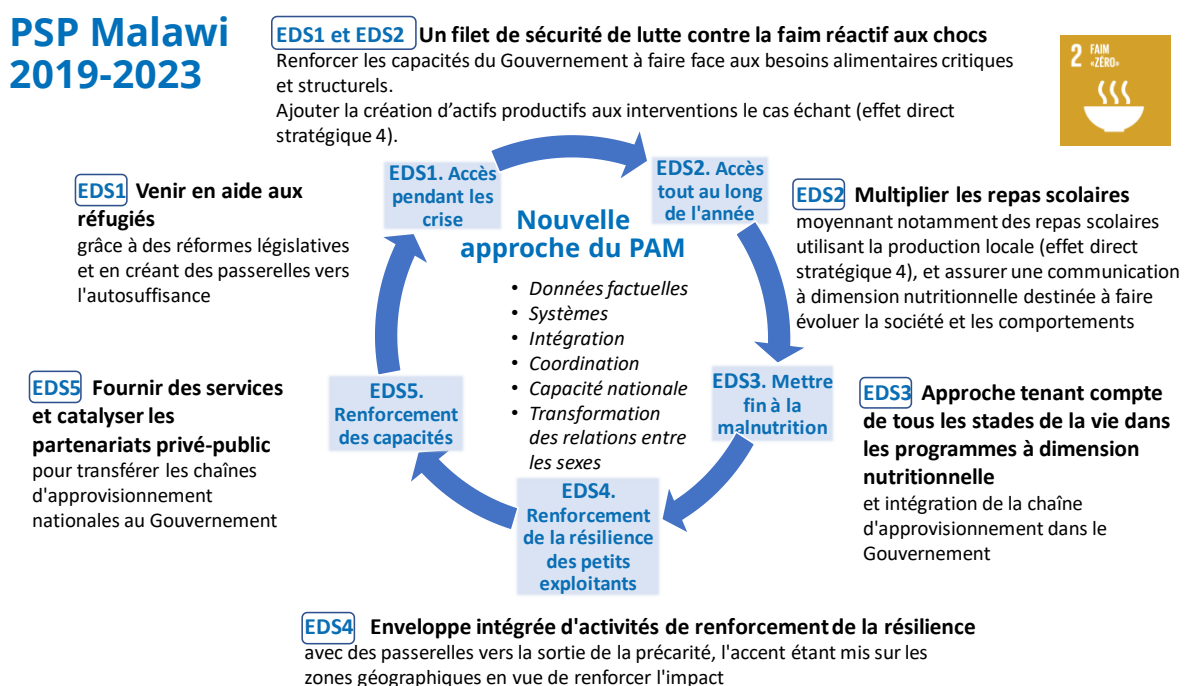
³⁴ Voir l'activité 2 de l'effet direct stratégique 2: Appuyer les efforts menés pour que les programmes nationaux de protection sociale soient plus réactifs face aux chocs et tiennent davantage compte des problèmes liés à la faim et à la nutrition. La problématique femmes-hommes est prise en considération dans toutes les activités.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

23. Dans le cadre du présent PSP, le PAM mettra en œuvre six activités interdépendantes au titre de cinq effets directs stratégiques afin de contribuer à la réalisation des ODD 2 et 17.
24. L'effet direct stratégique 1 porte sur les interventions face aux crises et les réfugiés. Il est étroitement lié aux activités de renforcement de la résilience menées au titre des quatre autres effets directs: production de données factuelles et transposition à plus grande échelle d'une protection sociale réactive face aux chocs (effet direct stratégique 2); programmes à dimension nutritionnelle s'attaquant à la malnutrition (effet direct stratégique 3); approche axée sur la mise en place de systèmes alimentaires durables à l'appui des petits exploitants, surtout des femmes (effet direct stratégique 4); et activités en faveur des chaînes d'approvisionnement et de la prestation de services, destinées à renforcer les capacités dont le secteur privé dispose pour faire face aux situations d'urgence (effet direct stratégique 5, lié à l'objectif de développement durable 17).
25. Le PSP vise prioritairement aussi à faire en sorte que les questions transversales clés suivantes soient prises en compte de manière systématique: protection et responsabilité à l'égard des populations touchées; personnes vivant avec un handicap; VIH/sida; garanties environnementales et sociales; et égalité des genres et autonomisation des femmes. Le plan d'action du bureau de pays en matière de problématique femmes-hommes (2017-2020) permet d'ancrer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le PSP. Le PAM ira au-delà de la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes afin d'adopter des approches contribuant à transformer les relations entre les sexes pour aider à modifier les rapports de force, à parvenir à l'égalité des genres et à tirer parti du "dividende de l'égalité des genres" qui est indispensable pour éliminer la faim.

Figure 1: PSP du Malawi pour 2019-2023 établi par le PAM – Rompre le cycle de la faim et renforcer la résilience



EDS = effet direct stratégique

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise, y compris les réfugiés, ont accès à une alimentation nutritive tout au long de l'année

26. Il faudra considérer que les effets directs stratégiques 1 et 2 constituent ensemble un filet de sécurité contre la faim intégré et réactif aux chocs, qui assure l'accès à la nourriture pendant les crises et tout au long de l'année. Ce filet de sécurité est rendu nécessaire par le grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique et se caractérise par des systèmes de protection souples plus solides associés aux activités de renforcement de la résilience qui sont incorporées dans les interventions humanitaires.
27. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM fournira une assistance alimentaire destinée à sauver des vies (vivres, bons et transferts de type monétaire) aux personnes les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire aiguë. L'assistance sera fournie de manière équitable aux femmes, aux filles, aux hommes et aux garçons ainsi qu'aux personnes souffrant de malnutrition aiguë³⁵, principalement dans les districts touchés par des crises, de façon à garantir l'accès à l'alimentation et à la nutrition et à contribuer à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2.
28. Tout en renforçant les moyens dont les autorités disposent pour faire face aux besoins alimentaires urgents et structurels toute l'année, le PAM assurera l'accès à la nourriture lorsque les capacités du Gouvernement seront dépassées. Sur la base des enseignements tirés de l'intervention alimentaire saisonnière de 2016-2017³⁶, le PAM encouragera l'élaboration de programmes intégrés pour contribuer au renforcement de la résilience. Des fonds seront alloués à la formation et à l'intensification de la participation des communautés aux activités de renforcement des actifs afin d'améliorer le ciblage et la pertinence des programmes.
29. La création d'actifs productifs sera intégrée dans les interventions s'il y a lieu, et reliée aux activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4 pour créer des passerelles entre les secours et la résilience. Il faudra notamment continuer d'aider les réfugiés là où les modifications de la législation offrent de nouvelles possibilités au PAM de promouvoir des passerelles vers l'autosuffisance. En application de l'approche tenant compte de tous les stades de la vie, le PAM s'assurera que les activités de création d'actifs s'accompagnent des garanties environnementales et sociales nécessaires.

Domaines d'action privilégiés

30. L'effet direct stratégique 1 porte sur les interventions face aux crises.

Produits escomptés

31. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations ciblées y compris les réfugiés (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des transferts sociaux suffisants, y compris des aliments nutritifs spécialisés qui répondent aux besoins alimentaires et nutritionnels de base spécifiques des filles, des garçons, des femmes et des hommes, pour faciliter le redressement rapide.

³⁵ La malnutrition aiguë au Malawi est une crise prolongée. Le PAM soutiendra donc des activités nutritionnelles toute l'année, sachant que le nombre de bénéficiaires devrait augmenter pendant la période de soudure.

³⁶ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2018. *Assessment of the 2016/17 Food Insecurity Response Programme in Malawi*. Disponible à l'adresse: <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/132317/filename/132528.pdf>.

- Les ménages touchés par des chocs récurrents (bénéficiaires de niveau 1) tirent profit de la création ou de la remise en état d'actifs à dimension nutritionnelle (résultat stratégique 4) et du développement des compétences qui contribuent au redressement rapide et à la transition vers la résilience et l'autosuffisance³⁷.
 - Les personnes touchées par un choc (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités nationales pour ce qui est de la préparation et de la réaction aux crises, puis du redressement³⁸.
 - Les personnes ciblées (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de l'amélioration des connaissances dans les domaines de la nutrition, des bonnes pratiques de soin, des régimes alimentaires sains et variés, du climat, de l'agriculture, de la problématique femmes-hommes et de la protection, ce qui les amène à adopter des comportements contribuant à améliorer leur état nutritionnel.
 - Les personnes souffrant de malnutrition – en particulier les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes suivant un traitement contre la tuberculose ou le VIH/sida (bénéficiaires de niveau 1) – reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë.
32. Pour atteindre l'effet direct stratégique à l'aide de ces produits, le PAM fournira une assistance ciblée visant à améliorer l'accès à la nourriture toute l'année et à s'assurer que les personnes touchées par des crises consomment des aliments nutritifs en quantité suffisante quand elles en ont besoin.
33. Le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Malawi, un organisme interorganisations dirigé par le Gouvernement et appuyé par le PAM et la FAO, mène une évaluation annuelle après récolte pour déterminer l'étendue de l'insécurité alimentaire. Depuis 2017, cette évaluation s'appuie sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) du pays³⁹. L'assistance du PAM s'appuie également sur des évaluations régulières des marchés, des analyses de la problématique femmes-hommes et des évaluations de la protection.
34. Le Gouvernement continue de donner la priorité au traitement de la malnutrition aiguë modérée pour consolider les progrès accomplis dans la réduction des taux de malnutrition aiguë globale. Ces progrès sont fragiles, toutefois, notamment lors des crises récurrentes. Conformément à la politique multisectorielle nationale en matière de nutrition du Malawi, le PAM transférera progressivement au Gouvernement la responsabilité des programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée, en particulier en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement et la mobilisation des ressources.
35. Certains réfugiés sont entièrement tributaires de l'assistance alimentaire depuis le milieu des années 1990. Le PAM collabore avec le Ministère de l'intérieur et le HCR au sein du cadre d'action global pour les réfugiés du Malawi. Il continuera de plaider auprès du Gouvernement afin que des changements soient apportés aux politiques publiques et à la législation pour protéger les réfugiés au moyen de filets de protection sociale et de filets de sécurité fondés sur des activités productives tenant compte de la problématique femmes-hommes.

³⁷ Dans la quête de synergies entre les programmes et d'intégration des programmes, ce produit contribue également à l'obtention de l'effet direct stratégique 4 à travers le premier produit, qui vise à faire passer les bénéficiaires des activités de secours aux activités en faveur de la résilience.

³⁸ Reportez-vous également au premier produit de l'effet direct stratégique 2, activité 2.

³⁹ En 2009, le Malawi a été l'un des premiers pays de la région à expérimenter le système de classification de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC. En 2012, le pays est allé plus loin, et a expérimenté le système de classification de l'insécurité alimentaire chronique de l'IPC. Voir www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/where-what/southern-africa/malawi/en/.

Activités essentielles

Activité 1. Fournir des transferts d'espèces et/ou de vivres aux réfugiés, aux personnes souffrant de malnutrition et aux populations les plus vulnérables touchés par des chocs saisonniers

36. Au cours de cette activité consistant à répondre aux besoins critiques, le PAM développera l'utilisation des transferts assortis de conditions (lorsque cela sera possible), par exemple en exigeant la participation aux activités de création d'actifs productifs complémentaires en contrepartie de l'assistance⁴⁰. Cette réorientation programmatique est conçue pour favoriser la transformation pendant la durée du PSP et au-delà: elle apporte des solutions à la fois aux problèmes systémiques liés à la saison de soudure et aux préoccupations du Gouvernement et des parties prenantes s'agissant de la dépendance intergénérationnelle à l'égard des transferts. Le PAM cherchera à déterminer s'il est viable d'appuyer le système national d'enregistrement et d'identification au moyen de sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) et du registre unique des bénéficiaires, en lien avec le résultat stratégique 4.
37. Le PAM continuera de travailler aux côtés de partenaires comme l'UNICEF, ONU-Femmes, le HCR et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour faire en sorte que les préoccupations liées à l'égalité des genres et à la protection soient prises en compte lors de la mise en œuvre des programmes. Une formation et une sensibilisation de tous les partenaires et bénéficiaires dans le domaine de la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles seront assurées en continu. Des mesures seront également prises pour veiller à ce que les besoins des personnes handicapées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition soient pris en considération. Les partenaires d'exécution du HCR et du PAM dispenseront des cours d'éducation nutritionnelle fondés sur la problématique femmes-hommes au moyen d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de systèmes renforcés de protection sociale réactifs face aux chocs et de chaînes d'approvisionnement efficaces qui permettent d'accéder à une alimentation saine et nutritive tout au long de l'année

38. Le PAM suivra une approche intégrée pour réaliser le résultat stratégique 1 (Chacun a accès à la nourriture) à travers deux effets directs stratégiques interdépendants. L'effet direct stratégique 1 portera sur l'intervention en cas de crise, le PAM prenant le relais lorsque les capacités d'intervention du Gouvernement sont dépassées, et l'effet direct stratégique 2 sera axé sur la mise en place de systèmes nationaux résilients pour répondre aux besoins urgents et chroniques, les activités menées dans les deux cas étant coordonnées afin de constituer un seul et même filet de sécurité contre la faim intégré et réactif face aux chocs.
39. Pour obtenir l'effet direct stratégique 2, le PAM appuiera le système national de protection sociale de sorte que celui-ci contribue à la réalisation de l'effet direct stratégique 1 (intervention face à une crise) et de l'effet direct stratégique 4 (résilience).
40. Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer les programmes et les systèmes nationaux de lutte contre l'insécurité alimentaire aiguë et chronique. Dans le cadre de la réalisation du premier produit associé à l'activité 2, le PAM agira en sa qualité de membre du comité

⁴⁰ Entre autres exemples tirés du contexte humanitaire, on citera l'aide apportée à 643 500 bénéficiaires dans 20 districts dans le cadre d'un projet de création d'actifs productifs complémentaires au cours de l'intervention menée en 2016/17 pour faire face au phénomène El Niño ou encore le programme pluriannuel d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, qui est mis en œuvre actuellement dans 10 districts.

directeur du Gouvernement chargé de la protection sociale⁴¹, de codirigeant du programme de repas scolaires et de codirigeant du module de la sécurité alimentaire. Il collaborera avec le Département de la planification et économique et du développement, le Département de la gestion des catastrophes et d'autres partenaires pour concevoir et mettre en œuvre un cadre de protection sociale tenant compte de la nutrition, contribuant à transformer les relations entre les sexes et réactif face aux chocs au Malawi. Ce travail correspond aux efforts déployés pour réaliser le troisième produit associé à l'effet direct stratégique 1.

41. Le PAM mène son programme de repas scolaires dans le cadre de l'activité 3. Au titre de sa politique visant une couverture universelle, le Gouvernement appuie actuellement 50 pour cent de l'ensemble des écoles primaires en collaboration avec ses partenaires au moyen de son programme de repas scolaires, qui fait partie du deuxième volet du programme national d'aide sociale. Le programme du Gouvernement fournit des repas scolaires dans les 28 districts du pays, venant en aide à 600 000 enfants répartis dans 600 écoles. Le programme du PAM concerne 1 million d'enfants environ dans 93 écoles maternelles et 783 écoles primaires se trouvant dans les 13 districts les plus touchés par l'insécurité alimentaire⁴²; il fournit, en plus des repas distribués dans les établissements, des rations à emporter à 320 000 enfants pendant la période de soudure. Tous les participants bénéficieront d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, tenant compte de la nutrition et fondées sur la problématique femmes-hommes.
42. En lien avec l'effet direct stratégique 1, le programme du PAM contribue également à garantir l'accès à la nourriture au lendemain des crises. Les repas scolaires sont une question de survie pendant et après les situations d'urgence, et le programme d'alimentation scolaire sera renforcé pour répondre aux besoins d'urgence, et réduit à la suite du redressement, comme cela a été fait par le passé pour faire face à l'insécurité alimentaire saisonnière.

Domaines d'action privilégiés

43. L'effet direct stratégique 2 porte sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

44. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire (bénéficiaires de niveau 3) dans les zones ciblées bénéficient de programmes nationaux de protection sociale innovants, bien coordonnés sur le plan de la sécurité alimentaire, à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs ainsi que de systèmes efficaces pour la chaîne d'approvisionnement, qui permettent d'assurer l'accès à la nourriture⁴³.
 - Les écoliers ciblés (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité (en lien avec l'ODD 4).

⁴¹ Au Malawi, la protection sociale est gérée au moyen de la politique nationale d'aide sociale (2012) (voir https://issuu.com/eudmalawi/docs/social_support_policy_july_2012_fin) et du deuxième volet du programme national d'aide sociale correspondant. Ce cadre vise à répondre aux besoins de consommation, à renforcer la résilience et à assurer une protection sociale tenant compte des crises à l'aide de cinq programmes: un programme de transferts monétaires à vocation sociale, un programme de travaux publics, le programme de repas scolaires, un programme villageois d'épargne et de prêt, et un programme de microcrédit.

⁴² Bureau de pays du PAM. 2018. *Year in Review 2017*. Disponible à l'adresse: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069193/download/?_ga=2.85819289.1290130888.1543585121-298904814.1505738065.

⁴³ Les activités à mener pour réaliser ce produit sont liées aux actions entreprises au titre du troisième produit associé à l'effet direct stratégique 1 dans le cadre de l'activité 1.

- Les communautés des zones concernées (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de l'accès à l'éducation des garçons et des filles, du transfert de compétences et de la formation, qui favorisent l'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des filles et des femmes.
 - Les écoliers participant au programme national de repas scolaires (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité du Gouvernement de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, ce qui contribue à améliorer les indicateurs de l'éducation (en lien avec l'ODD 4).
 - Les enfants et les communautés des zones ciblées (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité du Gouvernement de faciliter l'accès aux produits de petites exploitations, notamment dans le cadre des programmes de repas scolaires utilisant la production locale (résultat stratégique 4).
45. Ces produits créeront des liens entre la protection sociale, la résilience, les systèmes de réduction des risques de catastrophe, les systèmes humanitaires, les programmes et les acteurs, et permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 2 en associant tous les partenaires et en tenant compte des questions relatives aux relations entre les sexes de manière systématique. Le premier produit renforcera les capacités du système national de protection et des programmes de filets de sécurité, qui couvrent 2 millions de personnes. Les quatre autres produits appuieront la fourniture de repas scolaires destinée à compléter le programme de repas scolaires du Gouvernement. Pendant la période couverte par le PSP, le PAM appliquera à plus grande échelle ses modèles de repas scolaires utilisant la production locale afin d'amener le Ministère de l'éducation à prendre progressivement en main ces modèles et à les étendre pour parvenir à une couverture universelle.

Activités essentielles

Activité 2. Appuyer les efforts menés pour que les programmes nationaux de protection sociale soient plus réactifs face aux chocs et tiennent davantage compte des problèmes liés à la faim et à la nutrition

46. Dans le cadre de cette activité, le PAM renforcera les capacités et les systèmes afin de faciliter les liens entre tous les effets directs stratégiques, en particulier entre les activités 1, 3 et 5, la gestion des travaux de recherche, les essais et les directives opérationnels et l'élaboration d'approches communes de fourniture de filets de sécurité en temps de crise et tout au long de l'année. Les dispositifs couverts par cette activité sont les bases de données telles que SCOPE, le registre unique des bénéficiaires et le système de cartes nationales d'identité, le financement fondé sur les prévisions et les méthodes de ciblage.

Activité 3. Fournir des repas nutritifs aux écoliers dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire

47. Partant des enseignements tirés de l'expérience et des priorités du Gouvernement, telles que celles énoncées dans la politique nationale en matière de santé scolaire et de nutrition, le PAM collaborera avec le Gouvernement et les communautés afin d'appliquer des lignes directrices nationales de bonne pratique dans le cadre des programmes de repas scolaires⁴⁴, en cherchant à développer progressivement les modèles de repas scolaires utilisant la production locale dans l'ensemble du pays au moyen de ses propres activités et d'activités menées par le Gouvernement.
48. L'activité 3 est liée à l'activité 5, ce qui aidera les petits exploitants et les organisations locales d'agriculteurs à fournir des aliments nutritifs diversifiés produits localement aux écoles couvertes par le programme de repas scolaires du PAM.

⁴⁴ Le Gouvernement malawien, l'Agence allemande de coopération internationale et le PAM ont rédigé des lignes directrices de bonne pratique concernant le programme de repas scolaires au début de 2018.

49. En réponse aux questions soulevées au fil des évaluations successives⁴⁵, le PAM a noué un partenariat avec une ONG locale afin d'améliorer la mise en œuvre d'un mécanisme électronique de réclamation et de remontée d'informations anonymes destiné au programme de repas scolaires. Ce mécanisme sera sûr et accessible aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons et comportera des activités de sensibilisation visant à encourager le signalement de tous les problèmes, y compris ceux liés à la violence et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.
50. Le PAM s'attachera à collaborer avec le Gouvernement, les communautés scolaires et la société civile pour s'assurer que les droits à l'éducation et à l'inclusion sociale des personnes handicapées sont pleinement intégrés dans la mise en œuvre de son programme de repas scolaires.

Effet direct stratégique 3: Les populations ciblées, en particulier les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les personnes suivant un traitement contre la tuberculose ou le VIH/sida, voient leur état nutritionnel s'améliorer conformément aux objectifs nationaux

51. Dans le cadre de cet effet direct stratégique, qui contribue à la réalisation du résultat stratégique 2 (Fin de la malnutrition), le PAM adoptera une approche tenant compte de tous les stades de la vie dans l'ensemble de ses activités de prévention et de traitement de toutes les formes de malnutrition⁴⁶. Le PAM s'attachera à intégrer des programmes à dimension nutritionnelle dans le PSP, en favorisant les synergies entre les programmes, l'intégration des programmes et les liens aussi bien en interne qu'en externe. Il s'efforcera d'établir des partenariats plus étroits moyennant une meilleure coordination et un meilleur partage des informations avec l'UNICEF, la FAO, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le secteur privé, s'agissant de la production d'aliments nutritifs, en s'appuyant en toutes circonstances sur des données factuelles.
52. Le Malawi est un pays qui bénéficie de la "procédure accélérée" d'ONUSIDA, qui a adopté les objectifs "90:90:90" et qui s'est engagé à assurer un "traitement pour tous"⁴⁷. Le PAM continuera d'être un partenaire majeur des programmes nationaux d'aide aux soins et de traitement, en contribuant aux travaux techniques et aux travaux sur les politiques à l'échelle nationale.
53. Le PAM accueille dans ses locaux le Réseau SUN du secteur privé⁴⁸, qui associe le secteur privé au soutien apporté en faveur d'une prise en main nationale et d'une action collective visant à renforcer la nutrition.
54. Le PAM intégrera la problématique femmes-hommes et le handicap dans les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de renforcer les connaissances et l'implication des hommes, et de s'attaquer aux obstacles à une participation équitable, à la responsabilité et à l'initiative des hommes et des femmes en matière de nutrition infantile.

Domaines d'action privilégiés

55. L'effet direct stratégique 3 porte sur le renforcement de la résilience.

⁴⁵ KonTerra Group, 2018. *Summary of evaluation evidence: Malawi 2011-2018*.

⁴⁶ Le PAM s'attaquera à la malnutrition aiguë en temps de crise dans le cadre du produit 5 associé à l'effet direct stratégique 1.

⁴⁷ Voir: www.unaids.org/fr/resources/909090.

⁴⁸ Voir: <http://sunbusinessnetwork.org/about/>.

Produits escomptés

56. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Dans les districts ciblés, les enfants de moins de 5 ans (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent une aide sous forme de transferts d'aliments nutritifs spécialisés et d'articles non alimentaires complémentaires pour prévenir la malnutrition chronique et les carences en micronutriments.
 - Les personnes ciblées (bénéficiaires de niveau 1) tirent profit de l'amélioration des connaissances – et de la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes – en ce qui concerne la nutrition, l'hygiène, les pratiques en matière de soins, les régimes alimentaires nutritifs et diversifiés et les modes de vie sains (notamment pour prévenir l'obésité), ce qui les amène à adopter des comportements améliorant leur état nutritionnel et renforçant l'égalité des genres ainsi que l'autonomisation des filles et des femmes.
 - La population du Malawi (bénéficiaires de niveau 3), en particulier les femmes, bénéficie du renforcement des capacités nationales (et infranationales) en matière de coordination et de prestation d'une assistance nutritionnelle fondée sur des données probantes, visant à améliorer leur état nutritionnel.
 - Au Malawi, la population bénéficie d'institutions nationales (bénéficiaires de niveau 3) qui reçoivent une assistance technique pour coordonner, élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes nationaux efficaces en matière de nutrition, et établir des liens avec les réseaux du secteur privé.
57. Pour appuyer la réduction de la malnutrition au Malawi, le PAM mettra à profit les enseignements tirés du recours aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements menées à l'occasion d'un projet pilote de la Children's Investment Fund Foundation afin de prévenir le retard de croissance dans le district de Ntchisi, projet qui comprenait une enveloppe intégrée d'activités nutritionnelles et un suivi en temps réel. Ce projet pilote de trois ans a permis de réduire de 6,4 pour cent l'incidence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans et d'améliorer la santé et les conditions d'hygiène dans les communautés.
58. Dans le cadre de la réalisation de ces produits, le PAM adoptera une approche tenant compte de tous les stades de la vie⁴⁹ en matière de prévention et de traitement quels que soient le sexe et le groupe d'âge, en exploitant⁵⁰ et en produisant des données factuelles destinées à la sensibilisation à la nutrition, à l'orientation des politiques et à la prise de décisions relatives aux programmes. Le PAM veillera à la prise en compte de la nutrition dans l'ensemble des activités en faveur de la résilience et des activités d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants. Dans le cadre du deuxième produit, le PAM encouragera le changement de comportement des ménages en vue de pérenniser les résultats, préconisera une augmentation des fonds publics destinés à la nutrition et mettra en œuvre plusieurs activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en collaboration avec des partenaires. Les deux derniers produits portent sur le renforcement des systèmes de coordination et de mise en œuvre.

⁴⁹ Conformément aux recommandations énoncées dans le PNUAD.

⁵⁰ Par exemple, *The cost of hunger in Malawi*. (PAM, 2015) et *Cost of Diet* (document interne du PAM, 2015), qui peuvent fournir des informations de fond pour mener une analyse nationale visant à combler le déficit en nutriments.

Activités essentielles

Activité 4. Assurer des services de prévention de la malnutrition chronique et des carences en micronutriments aux populations à risque dans les zones ciblées

59. Dans le cadre de cette activité, le PAM vise à s'attaquer à la malnutrition chronique, en reliant les initiatives menées au titre des effets stratégiques 1 et 2 destinée à lutter contre la malnutrition aiguë et en intégrant dans toutes les activités du PSP la réorientation stratégique interne qui consiste à passer des programmes de traitement aux programmes de prévention et de sensibilisation à la nutrition. Cette réorientation nécessitera des activités nutritionnelles gérées dans l'ensemble du portefeuille par une seule et même équipe, ce qui permettra de mettre en œuvre les programmes et de renforcer les capacités du Gouvernement de manière efficiente, bien coordonnée et en contribuant à transformer les relations entre les sexes.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les petits producteurs et les populations vulnérables (notamment les femmes) sont plus résilients, grâce à des moyens d'existence diversifiés, disposent d'excédents commercialisables plus importants et ont accès à des systèmes alimentaires et à des chaînes d'approvisionnement efficaces

60. Au titre de cet effet direct stratégique, le PAM fait concorder le programme de pays avec l'approche fondée sur des systèmes alimentaires résilients⁵¹, conformément au résultat stratégique 4 (Les systèmes alimentaires sont durables).

61. Dans la perspective de cet effet direct, le PAM tirera parti de sa présence sur le terrain et de ses partenariats de longue date afin d'assurer des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs⁵², de mener l'initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales⁵³ et d'appuyer les marchés agricoles au profit des petits exploitants⁵⁴, et de renforcer ainsi les capacités dont les communautés ciblées disposent pour améliorer leur production et leur productivité. Cette approche a pour but de faire passer les agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle d'une agriculture de subsistance à une agriculture excédentaire en leur donnant accès à des marchés fonctionnant correctement qui appuient les systèmes alimentaires nationaux, le tout conformément aux priorités du Gouvernement énoncées dans la stratégie nationale de résilience et le deuxième volet du programme national d'aide sociale du Malawi.

62. Étant donné que la majorité des petits exploitants au Malawi sont des femmes, le PAM utilisera les activités prévues au titre de cet effet direct stratégique pour promouvoir l'égalité des genres, en particulier en encourageant l'autonomisation économique des femmes au moyen d'une enveloppe intégrée d'activités en faveur de la résilience.

Domaines d'action privilégiés

63. L'effet direct stratégique 4 porte sur le renforcement de la résilience.

⁵¹ Voir les directives du PAM sur l'assistance alimentaire systémique, disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000064159/download/>, en particulier la page 10 consacrée aux thèmes relatifs à cette assistance.

⁵² Voir <http://www1.wfp.org/food-assistance-for-assets>.

⁵³ Voir <http://www1.wfp.org/r4-rural-resilience-initiative>.

⁵⁴ Voir <http://www1.wfp.org/smallholder-market-support>.

Produits escomptés

64. Sept produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des transferts de produits alimentaires, des transferts de type monétaire et des transferts de connaissances pour subvenir aux besoins alimentaires immédiats des filles, des garçons, des femmes et des hommes ciblés en contrepartie de leur participation à des activités de création d'actifs.
 - Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées (bénéficiaires de niveau 2) bénéficient d'activités de création et de remise en état d'actifs, ce qui contribue à atténuer la dégradation de l'environnement, à améliorer la sécurité alimentaire (résultat stratégique 1) et à modifier leurs comportements de façon à renforcer la résilience face aux aléas naturels et aux changements climatiques (résultat stratégique 3)⁵⁵.
 - La population (bénéficiaires de niveau 3) bénéficie du soutien financier et technique apporté aux petits producteurs et coopératives ciblés.
 - Les agriculteurs et les organisations paysannes ciblés (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient de l'amélioration des politiques, des systèmes et des institutions au niveau national, qui facilite l'accès à des marchés fonctionnant correctement.
 - Les intervenants dans la chaîne de valeur alimentaire (bénéficiaires de niveau 3), notamment les acheteurs publics et privés, reçoivent un appui pour améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et l'accès à des plateformes commerciales innovantes (notamment grâce à l'articulation avec les projets de repas scolaires utilisant la production locale) et à des systèmes d'assurance qualité plus performants, afin d'accroître le volume des achats effectués auprès de petits exploitants.
 - Les ménages ciblés (bénéficiaires de niveau 2) voient leur accès facilité à des systèmes de partage des connaissances et de gestion de l'information de qualité, ce qui leur permet de se familiariser davantage avec les meilleures pratiques agricoles, les services climatologiques, la nutrition, les pratiques en matière de soins, les régimes alimentaires diversifiés, la problématique femmes-hommes et la protection.
 - Les communautés ciblées (bénéficiaires de niveau 3) acquièrent une connaissance plus approfondie des meilleures pratiques, ce qui leur permet de promouvoir les changements de comportements afin d'améliorer leur productivité et leur état nutritionnel.
65. Dans le cadre de la réalisation de ces produits, le PAM fournira une assistance alimentaire pour la création d'actifs et aidera les bénéficiaires de l'initiative 4R à accéder à des transferts en nature, des transferts de produits alimentaires et des transferts monétaires, à des activités de création d'actifs ainsi qu'à des services de microassurance, d'information sur le climat, et d'épargne et de crédit assurés par des prestataires partenaires de services de microcrédit et de microassurance. Ces services seront guidés par des prévisions climatiques saisonnières dans le cadre d'un système de financement fondé sur les prévisions.

⁵⁵ Dans le cadre de la recherche de synergies entre les programmes et d'intégration des programmes, ce produit contribue également à l'obtention de l'effet direct stratégique 1 à travers le deuxième produit, qui vise à faire passer progressivement les bénéficiaires des activités de secours aux activités en faveur de la résilience.

66. Comme l'illustre la figure 2, cette stratégie de sortie de la précarité est liée aux effets directs stratégiques 1 (intervention face à une crise) et 2 (renforcement des systèmes). Pour préserver les gains de production des petits exploitants, leur faciliter l'accès aux marchés et diversifier les cultures destinées à l'approvisionnement des écoles, des activités d'appui aux marchés et aux chaînes de valeur de la petite agriculture⁵⁶ renforceront la participation des organisations d'agriculteurs au programme de repas scolaires du PAM.

Activités essentielles

Activité 5. Fournir un appui au renforcement de la résilience, des activités d'éducation et des services de renforcement des systèmes à l'intention des petits exploitants et des acteurs de la chaîne de valeur

67. Depuis 2014, le bureau du PAM au Malawi est passé de programmes de faible ampleur en faveur de la résilience à des programmes venant en aide à plus de 724 000 personnes situées dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire chronique. Dans le cadre de l'activité 5, le PAM continuera de renforcer ces activités au cours de la période couverte par le PSP, en faisant fond sur la mobilisation réussie des communautés et sur les programmes fondés sur l'approche à trois niveaux qui intègre des démarches contribuant à transformer les relations entre les sexes.
68. En collaboration avec le Gouvernement, des partenaires de développement et le secteur privé, le PAM s'attaquera aux pertes après récolte en mettant en place des entrepôts dans les zones rurales, en formant les petits agriculteurs à des méthodes et des techniques durables telles que l'utilisation de sacs de stockage de céréales hermétiques⁵⁷ et en facilitant l'accès à une alimentation électrique durable permettant le recours à des pratiques agricoles efficaces et à des technologies après récolte et l'utilisation d'appareils de communication pour obtenir des informations sur les marchés. Le PAM soutiendra également l'élaboration et la diffusion de normes relatives aux produits, l'accès à des combustibles de cuisson propres et durables et à d'autres fournitures destinées aux écoles et aux ménages, ainsi que le renforcement de l'accès aux services financiers au moyen de partenariats noués avec des prestataires de services privés. En outre, le PAM créera une demande en adoptant des modalités d'achat favorables aux petits exploitants⁵⁸ et facilitera les relations commerciales entre les petits exploitants et les organisations d'agriculteurs, le secteur privé et les acheteurs institutionnels tels que les prisons, les hôpitaux, la réserve alimentaire nationale et la Société de développement et de commercialisation des produits agricoles.

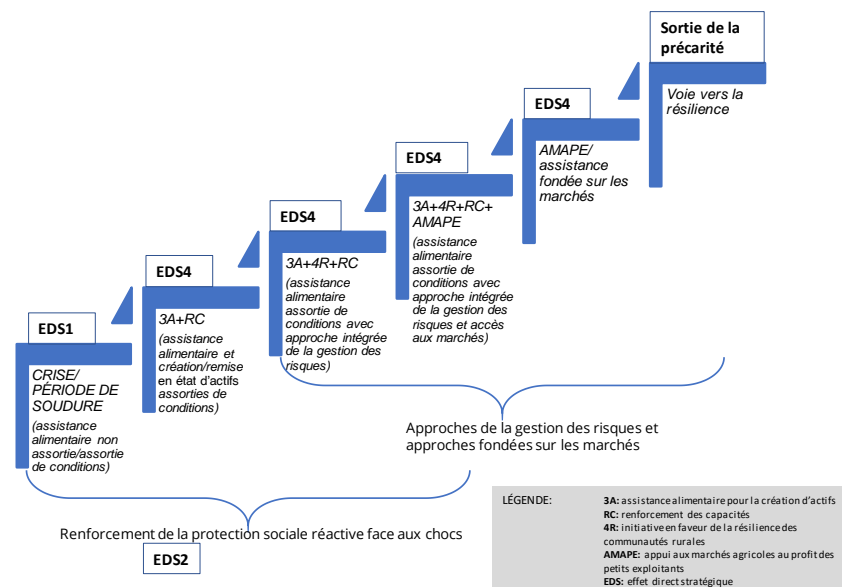
⁵⁶ Ces activités favorisent l'amélioration des pratiques de stockage et des techniques de gestion des pertes après récolte et facilitent le regroupement des produits et les actions de commercialisation collective. Elles favorisent également les liens entre l'accès aux marchés et les rapports de force, ce qui peut avoir des incidences considérables sur l'égalité des genres.

⁵⁷ Le PAM, en collaboration avec le programme "Feed the Future" de l'Agence des États-Unis pour le développement international et Farmers World (le plus grand négociant en fournitures agricoles du Malawi), préconise l'adoption de sacs de stockage amélioré de céréales de Purdue dans le cadre d'une campagne visant à réduire les pertes de produits alimentaires.

⁵⁸ Le bureau de pays exige actuellement, par exemple, des fournisseurs privés qu'ils achètent au moins 20 pour cent des produits alimentaires (en valeur) destinés aux projets du PAM à des petits agriculteurs appuyés par l'institution. À travers ses accords de service, le PAM achète des céréales et des légumes secs directement aux petits agriculteurs.

Figure 2: Stratégie de sortie de la précarité relative à l'effet direct stratégique 4, et liens avec les effets directs stratégiques 1 (intervention face à une crise) et 2 (renforcement des systèmes)⁵⁹

Stratégie de sortie de la précarité: de l'intervention face à une crise (EDS1) à une voie vers la résilience (EDS4)



Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions, organisations et entreprises aux niveaux national et local disposent de capacités accrues et de systèmes de chaîne d'approvisionnement améliorés pour réaliser l'ODD 2

69. Au titre de cet effet direct stratégique, le PAM fera fond sur le module de la sécurité alimentaire et le module du transport, de la logistique et des communications dont il assure la codirection pour assurer des services liés à la chaîne d'approvisionnement renforcés. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement, notamment en facilitant l'établissement de liens entre le Gouvernement et le secteur privé et la création de partenariats public-privé, afin de contribuer à rendre plus efficaces les chaînes d'approvisionnement alimentaires nationales et de renforcer les activités de réduction des risques de catastrophe et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. Le PAM fournira également des services liés à la chaîne d'approvisionnement au Gouvernement, aux partenaires et à d'autres organismes des Nations Unies pour faciliter la mise en œuvre efficace des programmes du Gouvernement et des partenaires.

Domaines d'action privilégiés

70. L'effet direct stratégique 5 porte sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

71. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- La population (bénéficiaires de niveau 3) tire parti de la coordination entre le Gouvernement et le secteur privé afin de renforcer les plans multisectoriels en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les partenariats conclus pour atteindre l'ODD 2.

⁵⁹ Notez que tous les ménages qui reçoivent une assistance de la part du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Malawi n'emprunteront pas la voie vers la résilience – on pourrait citer l'exemple des ménages les plus vulnérables ne possédant aucune capacité de production, comme les personnes âgées sans soutien familial. Pour ces ménages, le PAM continuera d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'utilité de l'appui apporté aux personnes les plus pauvres à des fins de solidarité.

- Les populations ciblées (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour mener des analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle destinées à guider les politiques nationales fondées sur des données factuelles.
 - Les personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour assurer des mécanismes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et des services liés à la chaîne d'approvisionnement.
 - Les consommateurs (bénéficiaires de niveau 3) ont un meilleur accès à des aliments sains, de bonne qualité et abordables grâce à des chaînes d'approvisionnement et à des systèmes de vente au détail plus efficaces.
 - Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement bénéficient de l'accès aux services liés à la chaîne d'approvisionnement assurés par le PAM.
72. Pour le premier produit, le PAM mènera une analyse du contexte et des lacunes⁶⁰ concernant les systèmes de chaîne d'approvisionnement afin de déterminer les organismes publics, les unités, les partenaires et les systèmes susceptibles de bénéficier du renforcement institutionnel et du transfert de compétences. Les produits restants portent sur le renforcement des dispositifs appliqués par le Gouvernement et les partenaires pour faire face aux situations d'urgence et sur la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes à partir de données factuelles, en mettant à profit les capacités du secteur privé.
73. Le PAM fournit des services logistiques au Gouvernement, et travaille aux côtés de partenaires pour assurer une assistance alimentaire efficace à l'intention des communautés. Grâce à ces produits, les partenaires auront accès à des services liés à la chaîne d'approvisionnement comprenant l'achat de produits alimentaires et non alimentaires, le transport et l'assurance de la qualité.

Activités essentielles

Activité 6. Mettre en place des activités de renforcement des capacités, transfert de compétences, établissement de partenariats et services d'achat et de logistique à l'intention des institutions nationales et locales et des entreprises privées concernées par la sécurité alimentaire, la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, la gestion des risques de catastrophe et les interventions d'urgence

74. Le PAM fera le lien entre le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et d'aider les principaux partenaires à réaliser les ODD autres que les ODD 2 et 17 au moyen d'activités de renforcement des capacités et de services liés à la chaîne d'approvisionnement. Le PAM étudiera la possibilité de créer un groupe de travail technique chargé de la chaîne d'approvisionnement qui réunirait les secteurs privé et public pour discuter des moyens permettant de faciliter la mise en place de liens génériques au sein de la chaîne de valeur et de renforcer la résilience des populations ciblées. Un groupe de ce type contribuerait à faire concorder les activités du PAM et de ses partenaires plus étroitement avec les priorités nationales⁶¹, en amplifiant les partenariats, en développant le tissu économique et en stimulant la croissance.

⁶⁰ L'analyse prendra en considération la problématique femmes-hommes, en tenant compte de la place centrale qu'occupe cette problématique dans le renforcement des systèmes de chaîne d'approvisionnement (et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence).

⁶¹ Surtout celles énoncées dans la troisième stratégie de croissance et de développement du Malawi, dans le PNUAD et dans l'examen stratégique Faim zéro et malnutrition.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

75. Le présent PSP définit la voie à suivre pour venir à bout de la faim au Malawi au moyen de stratégies et de programmes en faveur de la résilience réactifs face aux chocs, qui seront progressivement pris en charge par le Gouvernement à mesure qu'ils seront transposés à plus grande échelle au cours du PSP 2024-2028. D'ici à 2030, la fonction première du PAM devrait consister à fournir une assistance technique dans le cadre de programmes pris en main par le pays bien coordonnés et dotés de ressources suffisantes. Le PAM collaborera étroitement avec le Gouvernement pour faire en sorte que celui-ci s'engage à démultiplier les capacités nationales et à prendre en main les opérations, mais, pour réussir, il faudra des partenariats solides, des actions de sensibilisation efficaces et une forte volonté politique. L'élimination de la faim au Malawi suppose une autonomisation des femmes, et les avancées en matière d'égalité des genres demeureront un élément central des initiatives menées par le PAM pour préparer le transfert de la responsabilité des opérations au Gouvernement.
76. *Repas scolaires*: conformément au deuxième volet du programme national d'aide sociale du Malawi et au projet du Gouvernement en matière de repas scolaires utilisant la production locale, le PAM aidera à rechercher des financements pour la protection sociale auprès de bailleurs autres que le Ministère de l'éducation, comme le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement de l'eau, la Banque mondiale et le secteur privé. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement pour concrétiser le projet de repas scolaires universels de celui-ci en améliorant les systèmes publics et donc le ciblage des enfants les plus vulnérables, y compris pour les rations à emporter distribuées avec l'aide du PAM (en lien avec les interventions saisonnières menées au titre de l'effet direct stratégique 1) et en facilitant l'accès des petits agriculteurs à des marchés fonctionnant correctement (en lien avec les systèmes alimentaires durables mis en place au titre de l'effet direct stratégique 4).

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

77. Le PAM entend venir en aide à plus de 4,85 millions de bénéficiaires directs (53 pour cent de femmes et 47 pour cent d'hommes) au cours de la période couverte par le PSP. Au moyen du programme conjoint d'assistance alimentaire d'urgence, il continuera d'aider le Gouvernement à suivre l'approche fondée sur l'IPC pour déterminer les dimensions géographiques et démographiques de la faim, en particulier dans les zones rurales, en prenant acte des vulnérabilités et des inégalités, notamment celles liées au sexe, à l'âge et au handicap. Au vu de l'accent mis dans le PSP sur le renforcement des capacités, le PAM devrait venir en aide à un nombre non négligeable de bénéficiaires indirects conformément à la stratégie de développement des capacités énoncée dans le PNUAD. Il s'agira notamment des personnes bénéficiant des activités de création d'actifs, de l'amélioration des critères de ciblage associés aux filets de protection sociale, du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour mettre en œuvre des activités portant sur la nutrition, la résilience et les repas scolaires, et du renforcement des politiques et des institutions.

4.2. Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

78. Le PAM utilisera des transferts sous la forme d'espèces et de bons chaque fois que ces modalités seront considérées comme étant les plus efficaces et les mieux adaptées, en tenant compte des effets différents qu'elles ont selon que les bénéficiaires sont des femmes ou des hommes. Le choix entre l'assistance en nature et les transferts de type monétaire s'appuiera sur des évaluations des marchés et des évaluations sectorielles, en prenant en considération des facteurs saisonniers, l'évolution des prix, l'offre et la disponibilité alimentaires, les rapports coût-efficience et coût-efficacité ainsi que des analyses de la problématique femmes-hommes. Le PAM continuera d'exploiter son savoir-faire local et mondial dans le domaine des transferts de type monétaire, savoir-faire dont témoignent les initiatives qu'il a dirigées au Malawi, comme le programme de transferts monétaires à vocation sociale. Il élaborera des interventions portant sur le secteur du détail visant à améliorer l'accès à la nourriture et le pouvoir d'achat des bénéficiaires lorsque des transferts de type monétaire seront utilisés.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
Effet direct stratégique	Activité	Garçons	Filles	Femmes	Hommes	Total
1	1	429 350	514 270	351 287	454 223	1 749 131
2	2	-	-	-	-	-
	3	608 314	584 458	-	-	1 192 772
3	4	277 145	266 276	-	-	543 422
4	5	368 243	370 033	301 289	326 827	1 366 392
5	6	-	-	-	-	-
Total		1 314 809	1 365 004	1 048 147	1 123 755	4 851 715

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																				
		Effet direct stratégique 1									Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4			
		Activité 1									Activité 3					Activité 4	Activité 5			
Type de bénéficiaires	Distributions générales (période de soudure)						Réfugiés comptant parmi eux des filles et des femmes enceintes et allaitantes		Réfugiés comptant parmi eux des enfants de 6 à 59 mois	Traitement de la malnutrition aiguë modérée - patients sous traitement antirétroviral/antituberculeux et filles et femmes enceintes et allaitantes		Traitement de la malnutrition aiguë modérée - enfants de 6 à 59 mois		Repas scolaires - écoles primaires			Repas scolaires - écoles maternelles	Prévention de la malnutrition aiguë - enfants de 6 à 23 mois	Résilience	
Modalité	Produits alimentaires	Produits alimentaires - filles et femmes enceintes et allaitantes	Produits alimentaires - enfants de 6 à 59 mois	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire - filles et femmes enceintes et allaitantes	Transferts de type monétaire - enfants de 6 à 59 mois	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires (sur place)	Produits alimentaires (rations à emporter)	Transferts de type monétaire (repas scolaires utilisant la production locale)	Transferts de type monétaire (repas scolaires utilisant la production locale - rations à emporter)	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire		
Total kcal/jour	1 411	752	787	1 411	752	787	2 222	2 428	1 127	787	376	1 166	599,3	1 166	188			2 581	2 581	
% kcal d'origine protéique	12,3	16,3	16,6	12,3	16,3	16,6	11,2	11,7	16,3	16,6	16,3	11,4	24,5	11,4	16,3			12,3	12,3	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)				0,20	0,17	0,17							0,08	0,14					0,38	
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180	180	180	180	360	360	90	90	200	90	200	90	200	180	72	72		

Les rations distribuées dans le cadre des activités en faveur de la résilience sont des rations familiales. Les valeurs figurant dans le tableau sont indiquées pour une personne. Il est considéré que les ménages comptent 4,5 personnes en moyenne.

Pour tous les transferts de type monétaire, le tableau fournit une valeur indicative totale de kilocalories par jour ainsi qu'un pourcentage de kilocalories d'origine protéique. Les valeurs des transferts de type monétaire ont été calculées à partir de l'assortiment alimentaire et d'estimations des prix sur les marchés.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	182 527	41 145 364
Légumes secs	29 233	8 434 088
Huiles et matières grasses	7 670	5 645 443
Aliments composés et mélanges	137 334	69 625 670
Autres	121	1 928 656
Total (produits alimentaires)	356 885	126 779 221
Transferts de type monétaire et bons d'alimentation		270 676 586
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	356 885	397 455 807

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

79. Le renforcement des capacités est pris en compte dans l'ensemble du PSP. Cette prise en compte est essentielle pour réaliser les effets directs stratégiques relatifs à l'ODD 2, qui consistent à garantir l'accès à la nourriture, à lutter contre la malnutrition et à pérenniser les systèmes alimentaires. S'agissant de l'ODD 17, le PSP prévoit un effet direct stratégique entièrement consacré au renforcement des capacités.
80. Le PAM dirige l'élaboration d'une stratégie énoncée dans le PNUAD, qui vise à regrouper, harmoniser et coordonner les efforts déployés conjointement par les organismes des Nations Unies pour renforcer les capacités du Gouvernement. Le PAM travaille également à l'amélioration des approches conjointes que le système des Nations Unies suit pour associer les communautés par l'intermédiaire de comités de district chargés du développement appelés à faciliter la prise en charge des opérations au niveau local.
81. Grâce aux directives et à l'appui du bureau régional et du Siège, on s'attachera à mettre à profit la coopération Sud-Sud afin de renforcer les capacités du Gouvernement, en s'inspirant, par exemple, des enseignements tirés du modèle d'accueil des réfugiés appliqué par l'Ouganda, des initiatives menées pour améliorer les chaînes de valeur des petits exploitants dans le cadre de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, ou encore de l'approche intégrée en faveur de résilience adoptée au Niger.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

82. Les produits alimentaires proviennent des dons en nature, des achats effectués au niveau, local, régional et international et du Mécanisme de gestion globale des vivres du PAM. Les achats locaux sont l'option privilégiée pour des raisons tenant au rapport coût-efficacité, à la faible empreinte écologique et aux délais d'exécution plus courts. Cependant, compte tenu de l'évolution rapide des conditions du marché et des disponibilités alimentaires au Malawi, le PAM fera appel au Mécanisme de gestion globale des vivres et aux achats régionaux selon que de besoin. Le PAM appuiera également le développement des capacités de production locale d'huile végétale enrichie et de SuperCereal pour réduire les coûts et les délais d'exécution.

83. Des évaluations des capacités sectorielles, du fonctionnement des marchés et de faisabilité guideront le recours aux transferts de type monétaire comme modalité de fourniture de l'assistance alimentaire, notamment pour sélectionner les prestataires de services dans les zones d'opération. Les interventions portant sur le secteur du détail seront conçues de manière à augmenter le pouvoir d'achat des bénéficiaires.

4.4 Partenariats

84. Le PAM fera du Gouvernement son principal partenaire. Il travaillera en particulier avec les entités suivantes: le Ministère de la santé; le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement de l'eau; le Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme; le Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie; le Ministère du genre, de l'enfance, du handicap et du bien-être social; le Ministère de l'intérieur et de la sécurité intérieure; le Ministère des transports et du développement des infrastructures; et le Département chargé de la gestion des catastrophes relevant du Bureau du Président et du Conseil des ministres.
85. Le PAM est résolu à mettre en œuvre ses programmes dans l'esprit de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies", en sa qualité de membre dynamique d'une équipe de pays des Nations Unies cohérente. Le PAM prévoit de renforcer la coordination avec les grandes parties prenantes, y compris les ONG et les donateurs internationaux, et de rechercher des moyens de créer des synergies en vue d'accroître les investissements stratégiques.
86. Comme en témoignent les activités 2 et 5, le PAM nouera et renforcera des partenariats avec le secteur privé, des institutions financières internationales, des universitaires et des groupes de la société civile. Des ONG sélectionnées à l'issue d'une procédure de mise en concurrence appuieront la mise en œuvre des activités du PSP. L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constitueront des questions prioritaires dans tous les partenariats.
87. À travers sa participation à un programme conjoint existant consacré à l'éducation des filles, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP pour résoudre les problèmes touchant les filles, notamment en améliorant la qualité de l'enseignement et en fournissant des repas scolaires diversifiés ainsi que des rations à emporter pour aider les intéressées à continuer d'aller à l'école.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

88. Conformément à la troisième stratégie de croissance et de développement du Malawi et aux dispositions du PNUAD, le PAM a élaboré un plan de suivi, d'examen et d'évaluation pour mesurer les progrès accomplis au regard des effets directs stratégiques. Il effectuera un suivi des données relatives aux processus et aux produits à des fins de transparence et rendra compte des résultats de façon à pouvoir ajuster la mise en œuvre et évaluer les effets des programmes.
89. Le suivi des processus sera effectué par le personnel du PAM sur le terrain avec l'appui des partenaires, notamment du Gouvernement, et permettra de s'assurer que toutes les questions liées à la problématique femmes-hommes et à la protection sont prises en compte comme il se doit. De même, le suivi et l'établissement de rapports relatifs aux produits seront réalisés par les partenaires avec le soutien technique du PAM. Le suivi des effets directs sera mené conjointement par le PAM et les partenaires (y compris le Gouvernement) au moins deux fois par an. Le système de suivi et d'évaluation permettra de s'assurer que les questions liées à la problématique femmes-hommes et à la protection sont prises en compte lors de la production de données factuelles. Les données recueillies seront ventilées par sexe et par âge aux niveaux des personnes et des ménages, une attention particulière étant accordée aux chefs de ménage.

90. Le PAM fera de COMET (l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace) son principal outil de gestion de l'information, et utilisera en parallèle des logiciels de diffusion des résultats du suivi, des évaluations et des examens à tous les niveaux (processus, produits et effets directs). Des investissements supplémentaires seront consentis dans les capacités du Gouvernement en matière de suivi afin de renforcer le respect des délais et la qualité des rapports concernant les programmes appuyés par le PAM.
91. Le PAM fera réaliser un examen à mi-parcours du PSP en 2021, et le Bureau de l'évaluation commandera une évaluation du PSP en 2022 conformément aux politiques du PAM en matière de PSP et en matière d'évaluation. Trois évaluations décentralisées seront demandées – une évaluation sera consacrée aux repas scolaires en 2020, et une évaluation à mi-parcours puis une évaluation finale portant toutes deux sur le partenariat noué dans le cadre du programme en faveur de la résilience seront réalisées respectivement en 2020 et en 2022. Le bureau de pays s'appuiera aussi sur les travaux menés précédemment concernant la production de données factuelles et le recensement des meilleures pratiques, et il s'emploiera à renforcer les outils comme l'analyse et la mesure de l'indice de résilience et à approfondir sa collaboration avec les instituts de recherche sur la collecte de données empiriques.
92. Le bureau de pays utilisera l'examen à mi-parcours et l'examen annuel pour communiquer l'état d'avancement aux partenaires et au Gouvernement. Pendant toute la période couverte par le PSP, le PAM présentera un point trimestriel aux parties prenantes au niveau des districts. Le rapport annuel sur les résultats décrira les progrès accomplis dans le cadre du PSP et sera transmis à l'ensemble des parties prenantes.

5.2 Gestion des risques

93. Conformément à la gouvernance mondiale du PAM, la gestion des risques fait partie intégrante des opérations menées au Malawi, et le bureau de pays dispose de ressources spécifiques en la matière. Dans le cadre du plan de gestion, le bureau de pays suit une stratégie de préparation formulée autour de la prévention, de la détection et du signalement des risques. Le Bureau du PAM au Malawi mène une évaluation annuelle des risques et met en œuvre les mesures d'atténuation appropriées, et tient un registre des risques.

Risques stratégiques

94. Les élections prévues en 2019 pourraient influencer sur la collaboration avec le Gouvernement et ralentir la prise de décisions.
95. Afin de pérenniser ses programmes, le PAM s'attache à éviter la pénurie de membres du personnel capables de faire face aux situations d'urgence soudaines. Des activités de développement des capacités seront menées régulièrement de manière à doter le personnel des compétences requises pour mettre en œuvre les opérations efficacement. Les partenariats stratégiques et le renforcement des capacités faciliteront aussi la gestion des risques que suscitent la résistance à l'égard des approches suivies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition contribuant à transformer les relations entre les sexes et l'insuffisance des capacités en la matière.
96. Le manque de financement, pour les besoins actuels ainsi que pour les nouvelles crises ou perturbations soudaines, risque également de compromettre la fourniture de l'assistance alimentaire. Le PAM plaidera en faveur du maintien du soutien financier, y compris de financements de secours pluriannuels destinés aux activités humanitaires et assurés par les donateurs habituels, et s'emploiera à élargir sa base de donateurs afin d'y inclure des donateurs non habituels.

Risques opérationnels

97. Le PAM continuera de travailler en partenariat avec des organisations ayant fait leurs preuves en matière d'exécution, de transparence et d'obligation redditionnelle. Il s'attachera en outre à traiter les risques liés aux partenariats, notamment ceux relatifs à l'action des partenaires. Conformément à la politique du PAM en matière d'environnement (2017)⁶², il sera tenu compte des questions environnementales dans toutes les activités et celles-ci respecteront les normes environnementales et sociales du PAM.
98. Pour atténuer les risques que courent les bénéficiaires sur le plan de la protection, notamment les risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, tous les membres du personnel, y compris les volontaires et les vacataires, doivent obligatoirement suivre une formation visant à les sensibiliser à ces questions.
99. Le PAM est également exposé à des risques de perturbation des chaînes d'approvisionnement, notamment pendant la saison des pluies. Il gère des entrepôts et prépositionne des denrées dans les districts où l'accès peut être difficile durant cette saison, qui coïncide avec le pic de la période de disette.

Risques fiduciaires

100. Le spécialiste de la gestion des risques en poste dans le bureau de pays traite le risque de fraude et de corruption lié aux processus suivis par le PAM et ses partenaires au moyen d'examens et d'évaluations périodiques. En collaboration avec d'autres unités, bureaux et partenaires coopérants, il contribue à veiller à la bonne application des directives et des modes opératoires normalisés du PAM. Ces mesures viennent compléter les examens et autres activités de contrôle réalisés par le bureau régional et les missions d'audit du PAM.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1 2019	Année 2 2020	Année 3 2021	Année 4 2022	Année 5 2023	Total
1	47 929 163	44 079 061	39 021 895	34 269 779	29 225 132	194 525 031
2	18 772 494	19 687 613	19 792 334	19 417 957	19 390 110	97 060 507
3	2 230 386	2 410 509	2 513 225	2 683 508	2 503 753	12 341 382
4	49 562 596	55 453 092	61 521 721	69 464 286	78 209 379	314 211 073
5	331 035	331 484	332 138	334 392	333 471	1 662 520
Total	118 825 673	121 961 759	123 181 313	126 169 923	129 661 845	619 800 513

101. La plus grande part des crédits est consacrée à l'intervention face à une crise au titre de l'effet direct stratégique 1. Cela étant, lors de la cinquième année (2023), les activités en faveur de la résilience menées au titre de l'effet direct stratégique 4 seront près de trois fois supérieures aux dépenses effectuées au titre de l'effet direct stratégique 1, qui diminueront de près de moitié au cours de la même période. Cette évolution correspond à l'orientation stratégique du PSP, qui vise à sortir les gens de la pauvreté en les faisant passer des secours à la résilience. Les crédits budgétaires destinés aux trois effets directs stratégiques restants – données factuelles et repas scolaires (effet direct stratégique 2),

⁶² Politique environnementale (WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1).

prévention et traitement de la malnutrition (effet direct stratégique 3) et chaîne d'approvisionnement (effet direct stratégique 5) – demeurent relativement stables sur les cinq années que dure le PSP. Les activités spécifiquement liées à la problématique femmes-hommes et celles intégrant une démarche soucieuse d'égalité des genres, qui sont prévues dans chaque effet direct stratégique, représentent 15 pour cent du budget total sur cinq ans.

6.2 Perspectives de financement

102. Le PAM a recours depuis longtemps aux financements multilatéraux et aux donateurs bilatéraux, dont le Gouvernement malawien. Il entend toutefois se réorienter pour solliciter davantage de contributions pluriannuelles auprès d'un éventail plus large de donateurs. Il y a moyen de trouver de nouvelles possibilités de financement et d'instaurer de nouvelles collaborations avec des donateurs non habituels et des fonds d'affectation spéciale. Le Gouvernement malawien a contribué aux programmes d'assistance alimentaire du PAM au cours de huit des 10 dernières années, fournissant des transferts monétaires et des vivres d'une valeur de 166 millions de dollars. La mobilisation des ressources au Malawi a été forte. De 2008 à 2018, le bureau de pays a reçu 751 millions de dollars de la part de donateurs externes. La récente intervention contre la sécheresse due au phénomène El Niño a été financée à 96 pour cent et a bénéficié d'une enveloppe record atteignant 313 millions de dollars en 2017.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

103. Le PAM va intensifier ses efforts de mobilisation de ressources de façon à élargir sa base de donateurs, à améliorer la reddition de comptes et à s'assurer que le PSP est financé correctement.
104. Le bureau de pays élabore actuellement un solide plan de mobilisation des ressources afin de maintenir le nombre prévu de bénéficiaires, soit 647 000. Avec l'appui du Gouvernement, le PAM noue des relations avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé et des fondations. Il encourage le Ministère de l'éducation à augmenter les ressources (financières et non financières) nécessaires au programme de repas scolaires utilisant la production locale et à consacrer ces ressources à l'achat local de SuperCereal.
105. Le PAM veillera à la visibilité des partenaires et présentera les activités menées grâce aux financements fournis par les donateurs afin de montrer aux partenaires fournisseurs de ressources et au Gouvernement pourquoi le Bureau du PAM au Malawi est un partenaire solide, précieux et fiable. Il communiquera de manière plus efficace le coût par bénéficiaire de ses programmes pour mobiliser des fonds à long terme et faire la preuve de l'optimisation de l'utilisation des ressources. À travers l'initiative Unité d'action des Nations Unies, le PAM s'emploiera à trouver des ressources dans le cadre de programmes conjoints menés avec d'autres organismes des Nations Unies ainsi qu'avec des ONG partenaires.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE MALAWI (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise, y compris les réfugiés, ont accès à une alimentation nutritive tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Des ressources suffisantes sont disponibles pour mettre en œuvre les activités en temps opportun.

L'assistance est fournie aux bénéficiaires souhaités

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Activités et produits

1. Fournir des transferts d'espèces et/ou de vivres aux réfugiés, aux personnes souffrant de malnutrition et aux populations les plus vulnérables touchés par des chocs saisonniers (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les ménages touchés par des chocs récurrents (bénéficiaires de niveau 1) tirent profit de la création ou de la remise en état d'actifs à dimension nutritionnelle (résultat stratégique 4) et du développement des compétences qui contribuent au redressement rapide et à la transition vers la résilience et l'autosuffisance (réf. produit 4.1) (D: Actifs créés)

Les personnes souffrant de malnutrition – en particulier les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes suivant un traitement contre la tuberculose ou le VIH/sida (bénéficiaires de niveau 1) – reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes touchées par un choc (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement des capacités nationales pour ce qui est de la préparation et de la réaction aux crises, puis du redressement (réf. produit 2.1) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes ciblées (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de l'amélioration des connaissances dans les domaines de la nutrition, des bonnes pratiques de soin, des régimes alimentaires sains et variés, du climat, de l'agriculture, de la problématique femmes-hommes et de la protection, ce qui les amène à adopter des comportements contribuant à améliorer leur état nutritionnel (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisée)

Les populations ciblées y compris les réfugiés (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des transferts sociaux suffisants, y compris des aliments nutritifs spécialisés qui répondent aux besoins alimentaires et nutritionnels de base spécifiques des filles, des garçons, des femmes et des hommes, pour faciliter le redressement rapide (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de systèmes renforcés de protection sociale réactifs face aux chocs et de chaînes d'approvisionnement efficaces qui permettent d'accéder à une alimentation saine et nutritive tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Des ressources suffisantes sont disponibles pour mettre en œuvre les activités en temps opportun, y compris la distribution régulière de repas scolaires aux enfants.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux d'abandon

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de scolarisation

Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre [1= pas fait; 2= en partie; 3= fait]

Indice de capacité nationale (repas scolaires)

Nombre d'administrateurs et de responsables scolaires dans les écoles cibles qui font la démonstration de l'utilisation de nouvelles techniques ou de nouveaux outils.

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Fournir des repas nutritifs aux écoliers dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire (Repas scolaires)

Les enfants et les communautés des zones ciblées (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité du Gouvernement de faciliter l'accès aux produits de petites exploitations, notamment dans le cadre des programmes de repas scolaires utilisant la production locale (A: Ressources transférées)

Les communautés des zones concernées (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de l'accès à l'éducation des garçons et des filles, du transfert de compétences et de la formation, qui favorisent l'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des filles et des femmes (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les écoliers participant au programme national de repas scolaires (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité du Gouvernement de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, ce qui contribue à améliorer les indicateurs de l'éducation (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les écoliers ciblés (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité (A: Ressources transférées)

2. Appuyer les efforts menés pour que les programmes nationaux de protection sociale soient plus réactifs face aux chocs et tiennent davantage compte des problèmes liés à la faim et à la nutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire (bénéficiaires de niveau 3) dans les zones ciblées bénéficient de programmes nationaux de protection sociale innovants, bien coordonnés sur le plan de la sécurité alimentaire, à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs ainsi que de systèmes efficaces pour la chaîne d'approvisionnement, qui permettent d'assurer l'accès à la nourriture (réf. produit 1.3) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: Les populations ciblées, en particulier les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les personnes suivant un traitement contre la tuberculose ou le VIH/sida, voient leur état nutritionnel s'améliorer conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante:
amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

L'assistance est fournie aux bénéficiaires souhaités

Indicateurs d'effet indirect

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire, femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

4. Assurer des services de prévention de la malnutrition chronique et des carences en micronutriments aux populations à risque dans les zones ciblées (Prévention de la malnutrition)

Dans les districts ciblés, les enfants de moins de 5 ans (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent une aide sous forme de transferts d'aliments nutritifs spécialisés et d'articles non alimentaires complémentaires pour prévenir la malnutrition chronique et les carences en micronutriments (A: Ressources transférées)

Dans les districts ciblés, les enfants de moins de 5 ans (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent une aide sous forme de transferts d'aliments nutritifs spécialisés et d'articles non alimentaires complémentaires pour prévenir la malnutrition chronique et les carences en micronutriments (B: Aliments nutritifs fournis)

Au Malawi, la population bénéficie d'institutions nationales (bénéficiaires de niveau 3) qui reçoivent une assistance technique pour coordonner, élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes nationaux efficaces en matière de nutrition, et établir des liens avec les réseaux du secteur privé (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

La population du Malawi (bénéficiaires de niveau 3), en particulier les femmes, bénéficie du renforcement des capacités nationales (et infranationales) en matière de coordination et de prestation d'une assistance nutritionnelle fondée sur des données probantes, visant à améliorer leur état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes ciblées (bénéficiaires de niveau 1) tirent profit de l'amélioration des connaissances – et de la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes – en ce qui concerne la nutrition, l'hygiène, les pratiques en matière de soins, les régimes alimentaires nutritifs et diversifiés et les modes de vie sains (notamment pour prévenir l'obésité), ce qui les amène à adopter des comportements améliorant leur état nutritionnel et renforçant l'égalité des genres ainsi que l'autonomisation des filles et des femmes (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les petits producteurs et les populations vulnérables (notamment les femmes) sont plus résilients, grâce à des moyens d'existence diversifiés, disposent d'excédents commercialisables plus importants et ont accès à des systèmes alimentaires et à des chaînes d'approvisionnement efficaces

Catégorie d'effet direct correspondante: amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Disponibilité continue des conclusions à l'appui d'une mise en œuvre à plus grande échelle et intégrée du programme.

Les communautés seraient aidées à gérer la base de ressources naturelles de façon durable.

Volonté du Gouvernement, des communautés et des organisations paysannes de participer à la mise en œuvre des activités et aux initiatives de renforcement des capacités.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Pourcentage de non-exécution des contrats d'achats du PAM comportant des dispositions favorables aux petits exploitants

Proportion de ménages se référant à des informations d'ordre météorologique ou climatique au moment de prendre des décisions concernant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de pertes après récolte

Activités et produits

5. Fournir un appui au renforcement de la résilience, des activités d'éducation et des services de renforcement des systèmes à l'intention des petits exploitants et des acteurs de la chaîne de valeur (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les intervenants dans la chaîne de valeur alimentaire (bénéficiaires de niveau 3), notamment les acheteurs publics et privés, reçoivent un appui pour améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et l'accès à des plateformes commerciales innovantes (notamment grâce à l'articulation avec les projets de repas scolaires utilisant la production locale) et à des systèmes d'assurance qualité plus performants, afin d'accroître le volume des achats effectués auprès de petits exploitants (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les communautés ciblées (bénéficiaires de niveau 3) acquièrent une connaissance plus approfondie des meilleures pratiques, ce qui leur permet de promouvoir les changements de comportements afin d'améliorer leur productivité et leur état nutritionnel (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les agriculteurs et les organisations paysannes ciblées (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient de l'amélioration des politiques, des systèmes et des institutions au niveau national, qui facilite l'accès à des marchés fonctionnant correctement (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées (bénéficiaires de niveau 1) reçoivent des transferts de produits alimentaires, des transferts de type monétaire et des transferts de connaissances pour subvenir aux besoins alimentaires immédiats des filles, des garçons, des femmes et des hommes ciblés en contrepartie de leur participation à des activités de création d'actifs (A: Ressources transférées)

Les communautés en situation d'insécurité alimentaire ciblées (bénéficiaires de niveau 2) bénéficient d'activités de création et de remise en état d'actifs, ce qui contribue à atténuer la dégradation de l'environnement, à améliorer la sécurité alimentaire (résultat stratégique 1) et à modifier leurs comportements de façon à renforcer la résilience face aux aléas naturels et aux changements climatiques (résultat stratégique 3) (D: Actifs créés)

Les ménages ciblés (bénéficiaires de niveau 2) voient leur accès facilité à des systèmes de partage des connaissances et de gestion de l'information de qualité, ce qui leur permet de se familiariser davantage avec les meilleures pratiques agricoles, les services climatologiques, la nutrition, les pratiques en matière de soins, les régimes alimentaires diversifiés, la problématique femmes-hommes et la protection (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

La population (bénéficiaires de niveau 3) bénéficie du soutien financier et technique apporté aux petits producteurs et coopératives ciblées (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions, organisations et entreprises aux niveaux national et local disposent de capacités accrues et de systèmes de chaîne d'approvisionnement améliorés pour réaliser l'ODD 2

Catégorie d'effet direct correspondante:
renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Volonté et engagement du Gouvernement à adopter les changements.

Disponibilité en temps voulu de ressources suffisantes.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

6. Mettre en place des activités de renforcement des capacités, transfert de compétences, établissement de partenariats et services d'achat et de logistique à l'intention des institutions nationales et locales et des entreprises privées concernées par la sécurité alimentaire, la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, la gestion des risques de catastrophe et les interventions d'urgence (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les consommateurs (bénéficiaires de niveau 3) ont un meilleur accès à des aliments sains, de bonne qualité et abordables grâce à des chaînes d'approvisionnement et à des systèmes de vente au détail plus efficaces (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement bénéficient de l'accès aux services liés à la chaîne d'approvisionnement assurés par le PAM (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les populations ciblées (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour mener des analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle destinées à guider les politiques nationales fondées sur des données factuelles (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population (bénéficiaires de niveau 3) tire parti de la coordination entre le Gouvernement et le secteur privé afin de renforcer les plans multisectoriels en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les partenariats conclus pour atteindre l'ODD 2 (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) bénéficient du renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour assurer des mécanismes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et des services liés à la chaîne d'approvisionnement (résultat stratégique 1). (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3 cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4 cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5 cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	168 702 828	82 575 230	6 630 001	273 956 389	1 058 420	532 922 868
Mise en œuvre	5 540 378	4 314 766	4 416 121	7 186 695	429 895	21 887 855
Coûts d'appui directs ajustés	8 409 405	4 246 631	542 029	13 890 789	72 737	27 161 590
Total partiel	182 652 611	91 136 627	11 588 152	295 033 872	1 561 052	581 972 313
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	11 872 420	5 923 881	753 230	19 177 202	101 468	37 828 200
Total	194 525 031	97 060 507	12 341 382	314 211 073	1 662 520	619 800 513

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	Plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance